ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 965 - 29 novembre 1986 - prix : 6 F

Armes à l'Iran et aux "contras" : ce "secret de polichinelle" peut coûter cher à Reagan.

P. 3

"68 C'EST VIEUX, 86 C'EST MIEUX"

SI C'EST VRAI

TOUS LES ESPOIRS SONT PERMIS

M 6189 - 962 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Page 3
— Iran.
Page 6
— Brésil : nouveaux sacrifices pour les travailleurs.
— Colombie : un an après la catastrophe d'Armero, la population toujours sans secours.
Page 9
— Philippines : l'armée arbitre la situation.
— Liban : une partie des "casques bleus" français de la FINUL se retire.
— Jérusalem : des pogromistes juifs crient *"Mort aux Arabes !"*
Page 10
— TOM-DOM : le gouvernement prétend faire un budget social... mais c'est l'austérité pour la population pauvre.

En France

Page 16
— Dénationalisations : le miracle bien préparé de Saint-Gobain.
— Chèques payants : les banques volent leurs clients.
Page 10
— Carrefour du Développement : une affaire peut cacher une autre affaire, qui peut cacher, etc...
Page 4
— C'est le Parlement qui fait les lois, c'est la rue qui les défait.
— Vive les Jeunes.
Page 11
— Patrons et gouvernement lèvent la barrière de la réduction des salaires : aux travailleurs de la leur faire baisser.
— Le gouvernement contre la Sécurité sociale et la protestation de la CGT.
Page 12
— Un gouvernement à licencier sans procédure.
— RATP Montrouge ; Ermont Lorette (Loire).
Page 13
— General Motors (Strasbourg) ; magasins Ravi (Montbéliard) ; gare SNCF (Chambéry).

Loisirs et culture

Pages 14 et 15
— Livres : *Afin que nul n'oublie — l'itinéraire d'un anti-colonialiste* de Gaston Donnat ; *Cette mystérieuse section coloniale — le PCF et les colonies (1920-1962)* de Pierre Durand.
— Films : *La vérification* d'Alexeï Guerman ; *La dernière image* de Lakhdar Hamina.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 16.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

Les égouts du capital

Deux mille kilos d'herbicides rejetés le 21 novembre par l'usine BASF de Ludwigshafen, en Allemagne, sont venus s'ajouter à la pollution du Rhin. Les rejets de produits toxiques sont monnaie courante parmi les nombreuses industries chimiques qui bordent le Rhin. Mais seuls les accidents les plus graves attirent l'attention. Car la pollution n'est pas toujours aussi voyante. Les entreprises ont pour politique de nier leurs responsabilités, tant qu'elles ne sont pas prises en flagrant délit de pollution. Ainsi, côté français, il a fallu des années pour imposer des mesures contre le rejet des saumures des Potasses d'Alsace. Et au cours de ce seul mois de novembre, à plusieurs reprises, les entreprises incriminées dans les différents accidents ont minimisé, voir nié leurs responsabilités.

L'incendie de l'usine Sandoz, à la Toussaint, avait provoqué la catastrophe au mercure à la suite de laquelle des milliers d'anguilles flottaient au fil du Rhin. On a appris depuis, grâce à l'organisation Greenpeace, que Sandoz polluait aussi la Seine.

L'autre trust de chimie-pharmacie Ciba-Geigy qui avait à la veille de la Toussaint lâché un insecticide dangereux dans le Rhin, a la semaine dernière lâché un nuage toxique dans l'atmosphère.

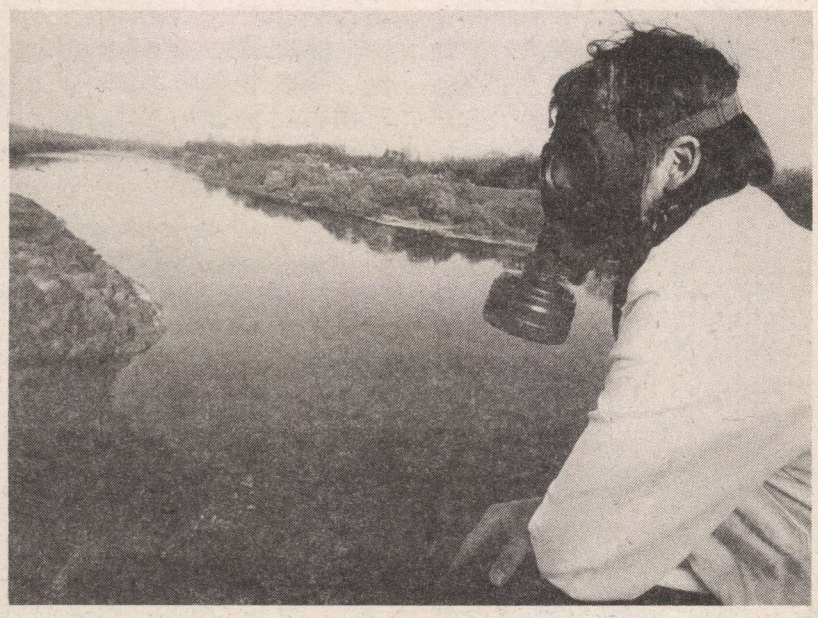
Et après l'accident du 21 novembre provoqué par l'entreprise BASF de Ludwigshafen, celle-ci commençait par minimiser les faits en parlant de *"1 100 kg de désherbants"*, et affirmait que la fuite *"ne présentait pas de danger, ni pour la population, ni pour l'équilibre écologique du Rhin"*, étant *"biodégradable"*. Il s'avérait peu après que BASF avait menti, lui aussi, et doublement. Il s'agissait de 2000 kg de désherbants contenant de l'acide acétique et qui plus est devaient stagner au moins quatre mois dans le fleuve avant de se diluer, selon les officiels ouest-allemands.

Il n'y pas que Bâle ou le Rhin à être victimes des pollueurs, c'est la planète entière. Car le seul impératif qui s'impose dans la société capitaliste ce sont les profits. Sandoz et Ciba-Geigy, par exemple, sont de grosses sociétés chimiques, parmi les premières mondiales. Les bénéfices avoués en 1985 sont de 2166 millions de francs pour Sandoz et de 5890 millions de francs pour Ciba-Geigy. Elles ont leur siège à Bâle et forment ce qu'on appelle les "3 sœurs" avec Hoffman-La Roche. Celle-ci n'a pas officiellement sévi ces derniers temps. Mais cette société était la propriétaire de l'usine de Seveso qui avait intoxiqué toute une région à la dioxine, en 1976 en Italie. C'est aussi une filiale de cette même société, Givaudan, qui avait commercialisé le talc Morhange, contenant de l'hexachlorophène, produit extrêmement toxique, qui provoqua la mort de 36 bébés en 1972 en France. Hoffman-La Roche se porte très bien avec 1806 millions de francs de bénéfices déclarés en 1985.

Aucun procès, aucune loi, aucune mesure anti-pollution ne peuvent empêcher le capitalisme d'être hautement toxique. Ainsi les "3 sœurs" avaient réalisé des mesures anti-pollution dont elles étaient très fières. Dans une enquête du *Monde* du 4/5/83, un dirigeant de Sandoz soulignait la propreté de ses usines : *"Nous, nous sommes propres"*, déclarait-il. Un dirigeant d'Hoffman-La Roche affirmait, lui, : *"Chez nous, on doit pouvoir aller partout en complet-veston, sans se salir"*. Les mesures anti-pollution dans les entreprises, quand il y en a, ça sert à faire de la publicité, pas de la sécurité.

Menteurs, pollueurs, profiteurs et même tueurs, les capitalistes, de la chimie bâloise ou d'ailleurs, font passer avant tout le profit. Et c'est criminel.

Annick JALERIAN



Un manifestant écologiste se penche sur l'égout - Rhin (AFP)

en bref

Chiffres secrets

Depuis quelques temps les autorités soviétiques ont rendu publiques certaines statistiques — mais pas toutes — qui avaient été gardées secrètes parce qu'elles étaient défavorables : ainsi la récolte céréalière des années passées, la mortalité infantile qui s'est accrue, etc, etc...

L'inspection des entreprises en République de Moldavie avait révélé l'année dernière qu'une sur cinq truquait ses comptes. En Ouzbekistan, la récolte de coton a été énormément exagérée pendant cinq ans, jusqu'en 1983, au point que le ministre du coton a été condamné à mort.

En URSS les statistiques sont truquées, tout le monde le sait, et les autorités l'admettent en partie aujourd'hui.

Dans le monde capitaliste, où tout est soi-disant transparent, on se dispute pour savoir combien exactement il y a de chômeurs en France... Et qui sait combien il y a d'argent en Suisse ?

Mais surtout, les bilans financiers réels et les bénéfices des entreprises sont protégés par le secret bancaire et le secret commercial. La dissimulation n'est pas de la fraude, c'est la loi.

Pas mal

En Centrafrique un référendum a obtenu environ 90 % de "oui", pour tout à la fois un parlement, un parti unique, et la poursuite du mandat du président Kolingba...

En Roumanie, un référendum sur la réduction des dépenses militaires, avec obligation de signer de leur nom pour chacun des votants, a obtenu 99,9 % de réponses favorables.

Tout ça c'est bien, mais on n'atteint pas, et on n'est pas prêt de dépasser les 100 % de votes en faveur du président Bongo, au Gabon, début septembre.

Bongo, vous savez bien, ce grand ami, et grand protégé de la France.

Contamination radioactive

A la Centrale nucléaire de Paluel, en Seine-Maritime, six ouvriers ont été contaminés par des produits radioactifs le week-end dernier. Il s'agit d'ouvriers d'une entreprise sous-traitante d'EDF qui effectuaient des travaux de robinetterie lors d'opérations d'entretien de la centrale sur l'un des réacteurs. Ils ont respiré des aérosols contenant des substances radioactives. Les précautions nécessaires sont-elles prises avec autant de soin lorsqu'il s'agit d'ouvriers qui interviennent occasionnellement dans les centrales nucléaires ?

Günter Wallraf, un journaliste allemand, avait raconté comment dans les centrales nucléaires en Allemagne, on faisait intervenir des travailleurs dans des conditions dangereuses en connaissance de cause, sachant qu'ils n'étaient pas sous surveillance. La France, aurait-elle aussi ses "Têtes de Turcs" ?

ÉDITORIAL

"68, c'est vieux, 86, c'est mieux" si c'est vrai, tous les espoirs sont permis

Printemps 68, automne 86, tout le monde a ressenti l'analogie et la presse de droite comme celle de gauche, les politiciens de droite comme ceux de gauche ont rivalisé pour découvrir ce lieu commun : nous ne sommes plus en Mai 68. Les étudiants d'aujourd'hui, disent-ils, ne sont plus les étudiants révolutionnaires d'il y a vingt ans ; ils seraient des étudiants sages, studieux et soucieux de leur avenir.

Nous sommes évidemment en 1986 et la jeunesse vit aujourd'hui, comme hier, sa propre vie et ne souhaite pas vivre celle de ses aînés. Mais le changement n'est peut-être pas celui qu'affirment pour se rassurer les hommes politiques. On nous dit que les étudiants de 68 étaient de gauche, et même d'extrême-gauche ; mais c'était le régime gaulliste et surtout ses CRS qui, à coups de matraques, avaient poussé à gauche les étudiants en colère.

Et les étudiants d'aujourd'hui qui se disent apolitiques sont écœurés, comme tout le monde, par le discours de tous ces politiciens de droite comme de gauche qui ont alterné au pouvoir, voire cohabitent, alors que tous ceux qui n'ont pas le bonheur d'être nés riches voient que le présent s'altère et que l'avenir est bouché.

Le gouvernement le sait, qui se montre prudent, peureux même, devant la contestation de la jeunesse. Et les politiciens de gauche le savent, qui ne se précipitent pas pour élargir et amplifier le mouvement de la jeunesse qui, remarquons-le, n'a pas besoin d'eux pour cela.

Car ce qui les inquiète dans ce mouvement étudiant et lycéen qui s'est propagé cette semaine comme une traînée de poudre, c'est qu'il n'y a ni appareil politique, ni appareil syndical qui le contrôle entièrement et qui le canalise ; même si c'est un appareil syndical étudiant, proche du Parti Socialiste, qui en est à l'origine. En s'étendant, le mouvement leur échappe ; et cela inquiète à gauche comme à droite.

Les étudiants, les lycéens sont descendus dans la rue, pour avoir la peau d'une loi. Peut-être y resteront-ils jusqu'à ce qu'ils aient eu gain de cause. Nous ne pouvons que le leur souhaiter et les y encourager.

Ce mouvement gêne bien sûr le gouvernement, car s'il recule c'est se déconsidérer face à son opinion, c'est renforcer la gauche, même si le mouvement est apolitique.

Mais cela gêne aussi les hommes politiques de la gauche, cela se voit. Si le mouvement s'était limité aux étudiants, passe encore. Si surtout il s'était limité à une petite grève, les députés socialistes auraient pu s'en faire les porte-parole et cela leur aurait convenu.

Mais le mouvement s'étend, à toute la France, à l'enseignement technique même. Il ne s'arrête pas et nul ne sait où il s'arrêtera.

Alors si le mouvement réussit à faire reculer le gouvernement, à quoi servent les députés de gauche ? A rien, bien sûr ! Mais, pire, cela les dépasse. Et les hommes politiques de la gauche sont les hommes politiques les plus respectueux des institutions — bien plus que ceux de droite — et ils ne peuvent laisser penser qu'ils admettent que ce soit la rue qui fasse ou défasse les lois.

Les jeunes de Mai 68 voulaient changer le monde. Tout au moins ils le disaient. Mais ils ne le voulaient peut-être pas vraiment. D'autant que leur avenir immédiat était moins sombre que celui de la jeunesse d'aujourd'hui.

Les jeunes de novembre 1986 ne le disent pas. Ils disent seulement qu'ils ne veulent pas de la loi Devaquet et qu'ils veulent son retrait. S'ils y arrivent, ils montreront la voie à d'autres forces sociales.

"68, c'est vieux, 86, c'est mieux" crient les jeunes manifestants d'aujourd'hui. Peut-être ! Ce sont eux, de toute façon, qui nous le diront.

Car ils sont d'une génération qui doit changer le monde pour avoir un avenir.

Arlette LAGUILLER

Armes à l'Iran et aux "Contras", ce "secret de Polichinelle" peut coûter cher à Reagan

"Je n'étais pas au courant... J'ai demandé une enquête afin de connaître toute la vérité..." Reagan avait commencé par reconnaître avoir décidé de livrer secrètement des armes en grande quantité à l'Iran, pour essayer de récupérer les otages américains : la politique justement qu'il avait, pour se faire élire, violemment reproché à Carter. Puis il est apparu que les services secrets américains qui expédiaient les missiles vers l'Iran prélevaient sur le prix de quoi alimenter, via un compte bancaire suisse, les mouvements anti-sandinistes qui font la guerre au gouvernement en place à Managua. Et cela au moment où les députés du Congrès avaient voté contre toute aide militaire américaine à ces mouvements.

Ce ne sont que des "secrets de polichinelle" qui ont été éventés là. Car qui pouvait bien penser que les "Contras" faisaient la guerre sans l'aide américaine? Qui plus est, après la capture par les sandinistes de cet ancien du Vietnam, Hasenfus, pris en train de livrer des armes et montré au monde entier après qu'il eut avoué agir en liaison avec les services secrets américains. Que les fonds de l'aide aux anti-sandinistes aient transité par la même banque suisse que celle servant pour le trafic d'armes à l'Iran, ce n'est jamais qu'un détail. Comme ils ne pouvaient pas ignorer que, si les avions iraniens continuaient à voler, les chars à rouler et les engins de toute sorte à tomber, depuis six ans que la guerre dure c'est que du matériel américain et des pièces détachées continuaient à parvenir à l'Iran, étant donné que l'armée iranienne était essentiellement équipée de matériel "made in USA".

Mais voilà. Un président américain a été pris la main dans le sac en flagrant délit de mensonge.

Erreur grave de sa part. Aussi grave que celle de Nixon en 1972, qui était non pas accusé d'écraser le Vietnam sous les bombes mais, crime plus important, d'espionner les journalistes et les politiciens rivaux, et qui avait été pris lui aussi sur le fait avec ses "plombiers" du Watergate. Erreur aussi grave, toute proportion gardée, que celle d'un Hernu ou d'un Fabius qui sont contraints d'avouer que ce sont leurs services secrets qui ont coulé le *Greenpeace*.

Comme à chaque fois que le voile se déchire, la face cachée de l'Etat apparaît au grand jour. Derrière la comédie des formes démocratiques, le décorum des débats parlementaires, l'hypocrisie des relations diplomatiques, il y a la force brutale, les coups tordus à l'aide desquels les Etats impérialistes défendent leurs intérêts aux quatre coins du monde. C'est cela leur mode de fonctionnement "normal" : une violence permanente qui ne s'embarrasse d'aucun scrupule. Leurs agents, leurs commandos, leurs barbouzes agissent en coulisse d'un bout à l'autre du monde. Ainsi ce lieutenant-colonel North, l'un de ceux que la presse américaine a surnommé les "cow-boys" et dont les états de service n'omettent aucun continent : il a débuté en Asie au Vietnam, a subventionné en Afrique les guérillas angolaises qui combattent le gouvernement légal de ce pays où elles commettent de considérables destructions. Il a trempé dans la préparation du débarquement des marines à l'île de La Grenade aux Antilles et dans diverses opérations au Moyen-Orient. Il a opéré sous le règne des démocrates Johnson et Carter, comme sous ceux des républicains Nixon et Reagan. North a été limogé. Son chef, le contre-amiral Poindexter, a démissionné. Il faut bien à Reagan trouver des boucs émissaires.

Mais la bagarre qui est déclenchée aujourd'hui n'a pas pour base des choix politiques divergents à ce niveau-là. C'est une bagarre contre Reagan. Son parti, le Parti Républicain, vient de perdre les élections sénatoriales et le moment est propice pour les "démocrates", le parti adverse, pour lui livrer assaut et préparer le terrain pour leur retour au pouvoir. On ne sait aujourd'hui s'ils iront jusqu'à réussir à faire démissionner Reagan, comme Nixon avait dû le faire à l'issue du "Watergate". Ni même s'ils veulent vraiment aller jusque-là. Toujours est-il que l'enjeu véritable, c'est celui de l'occupation des postes au sommet de l'appareil d'Etat. Cet appareil d'Etat qui continuera à fonctionner avec les mêmes hommes, les mêmes mœurs.

Pierre VERNANT

C'est le Parlement qui fait les lois, c'est la rue qui les défait

En une semaine, l'agitation estudiantine contre les projets du sous-ministre Devaquet concernant les universités est devenu un mouvement de masse. Parti de la faculté de Villetaneuse où la grève a commencé, le mouvement a gagné d'autres facultés de la région parisienne. Et des lycées que des étudiants avaient appelés à la rescousse. Et de lycées en lycées, jusqu'à des LEP (les prétendus "lycées" professionnels ou ex-Centres d'Apprentissage réservés aux enfants d'ouvriers). Et c'est une belle fronde de la jeunesse scolarisée que Devaquet s'est fichue sur le dos.

Qu'est-ce que c'est que cette loi Devaquet ? Dans quelle mesure concerne-t-elle les uns ou les autres ? Tous les jeunes en mouvement ne le savent pas eux-mêmes. Il serait question d'un accroissement des droits d'inscription dans les facultés ; il serait question d'une plus grande sélection à leur entrée et en cours d'études. Il serait question de bien des choses... qui existent déjà, de fait. Mais Devaquet voulait leur donner force de loi pour plaire à son électorat de riches ségrégationnistes. Mal lui en a pris. Car c'est lui qui se retrouve à l'école, lui qui apprend, par expérience, qu'on a beau ne pas être bien pire que son prédécesseur (Chevènement), il y a ceux auxquels on pardonne, et ceux auxquels on ne pardonne pas. Devaquet n'est apparemment pas de la première catégorie. Lui et ses collègues du gouvernement Chirac semblent inspirer davantage la défiance des jeunes que leur confiance. Alors le projet Devaquet est devenu célèbre. Petite goutte d'eau, il a la particularité d'être de celles qui font déborder les vases ; d'être le petit quelque chose qui a fait "ras le bol". Et les étudiants, et les lycéens, dans la rue, de crier bien fort leur nouveau slogan à succès : sur l'air de "Marguerite".

"Devaquet, si tu savais,
Ta réforme, ta réforme,
Devaquet, si tu savais,
Ta réforme où on s'la met....
... Au cu(1) ... Au cu(1) ...
aucune hésitation !"

Eh oui, la jeunesse scolarisée a retrouvé le chemin des grèves, et de la rue. C'est une habitude qui remonte à 1968. Car les gosses de 1986 sont ceux de 68, par les idées, par les comportements, même s'ils se défendent d'être aussi "ringards" que leurs parents. Et le spectre de 68 heurte ou enthousiasme". Les jeunes chantent aussi : *"68, c'est trop vieux, 86, c'est mieux"*. Cela ne veut rien dire, mais la référence à 1968 est inévitable.

C'est paradoxalement la droite, sa presse et ses hommes politiques, qui seraient les plus sereins à évoquer 1968, pour mieux dénigrer le mouvement. La gauche social-démocrate, elle (ce sont des militants du Parti socialiste, souvent ex-trotskystes du PCI qui sont à la tête du syndicat étudiant qui dirige le mouvement — l'UNEF-ID — aurait plutôt tendance à minimiser les risques d'en arriver à un Mai 68. Et tous, cela dit, malgré les nuances, présentent les étudiants d'aujourd'hui comme tout à fait autres que les "enragés" de Mai 68. Voyez comme Dariulat, présent de l'UNEF-ID et militant socialiste, ou sa co-équipière Isabelle Thomas, étudiante en droit des Affaires, ont l'air respectables ! Presque "bon chic-bon genre" ! Style Fabius, quoi, plutôt que Léotard... si vous faites la différence !

Les dirigeants du mouvement sont ce qu'ils sont : des dirigeants syndicaux et politiques qui font leurs calculs d'appareils (comme tous les dirigeants syndicaux) ; qui cherchent à s'appuyer sur un mouvement qu'ils ont impulsé, dont ils ont pris l'initiative, et qu'ils appuient sans réserve jusqu'à présent, pour obtenir aussi, évidemment, pour eux, un gain de "représentativité" par rapport au gouvernement. Pour être reconnus comme interlocuteurs. Et peut-être pour négocier, demain avec Devaquet qui a déjà consenti à dire qu'il y avait du bon dans les amendements que l'UNEF-ID avait déposés.

Cela dit, derrière les bavardages selon lesquels les jeunes en lutte aujourd'hui seraient une grande force tranquille, une nouvelle génération de "bof" dont il n'y aurait rien à craindre, perce malgré tout la crainte. Surtout quand mardi dernier les lycéens s'y sont mis, et ont manifesté dans la rue, dans tout le Quartier Latin à Paris, à plusieurs milliers.

Cette manifestation-là, elle, n'avait pas été programmée à l'avance comme la démonstration socialiste de la FEN, le dimanche précédent. Ces manifestations lycéennes spontanées et intempestives, (et elles ont continué ensuite un peu partout et n'importe où, dans la région parisienne et en province), n'étaient pas prévues ou organisées longtemps à l'avance comme la grande manifestation de ce jeudi 27 novembre.

Evidemment avec l'irruption des lycéens, puis des jeunes de LEP, et leurs manifestations de rues, le mouvement s'est élargi et il est devenu de fait plus incontrôlable, plus imprévisible. D'où le début de frissons chez certains dirigeants étudiants, ou plus exactement chez certains dirigeants socialistes en milieu étudiant.

Car il est évident que ce tour "bouillonnant", spontané, improvisé, ne fait pas la joie des socialistes. Ni de Mitterrand qui leur a donné le ton. Ce qui leur déplaît, à ces dirigeants sociaux-démocrates à ces "petits Messieurs" que sont déjà certains syndicalistes étudiants socialistes, c'est surtout que la rue ait repris ses droits. Les dirigeants du mouvement étudiant n'avaient pas entraîné les étudiants dans la rue, pas encore. Ils préparaient la grande manifestation du 27. Ce devait être ce jour-là. Point. Pas avant. Mais les calculs ont été quelque peu bouleversés par les plus jeunes qui sont partis d'un lycée à l'autre, par les rues, pour former des cortèges qui ont grossi en route et ont trouvé goût à le faire.

Et du coup la droite et la gauche légaliste ont commencé à s'interroger si ce n'est à vraiment s'effrayer.

Mais si les jeunes veulent vraiment faire céder Devaquet — et ce n'est probablement pas impossible —, c'est en poursuivant leur mouvement jusqu'à ce que le ministre craque. Jusqu'à ce qu'il recule. Jusqu'à ce qu'il retire son projet. Car la force des jeunes, c'est dans l'inquiétude voire la peur qu'ils inspirent qu'elle réside. Et l'inquiétude et la peur, ils les inspirent précisément par le caractère contagieux, désordonné, imprévu de leur mouvement. C'est pourquoi les jeunes ont tout intérêt à continuer, à étendre au maximum leur mouvement, à lui faire gagner d'autres universités, d'autres lycées, d'autres LEP et, pourquoi pas les entreprises ?

Mais il n'est pas impossible que Devaquet cède, recule. Et s'il recule, si le gouvernement est contraint de faire marche-arrière sur ce projet de loi, c'est un recul qui marquera. Un recul qui sera un succès pour tous ceux qui en ont ras le bol de ce gouvernement, à commencer par la grande majorité des travailleurs et des plus pauvres.

Devaquet perd ses facultés

Enorme... une immense manifestation, plusieurs manifestations... De tout le pourtour parisien, des cortèges déjà imposants de lycéens convergeaient bien avant 14 heures vers le Quartier latin.

Arrivés aux alentours du Quartier latin, il était impossible d'avancer... Il ne se passait pourtant rien, sinon que tout était bloqué, qu'il n'y avait plus de place, du monde partout. Combien étaient-ils ? 200 000 au moins selon les organisateurs, et 90 000 selon la préfecture de police. Difficile de savoir. Et ils auraient été 350 000 à 400 000 à manifester dans toute la France.

Du Quartier latin à la Chambre des députés, deux immenses cortèges se sont formés, l'un qui est passé par Port-Royal, le boulevard du Montparnasse et les Invalides ; l'autre par le boulevard Saint-Germain, pour remonter la rue de Rennes et rejoindre le précédent au niveau de Montparnasse. D'innombrables banderoles témoignaient d'une évidence : tous les lycées de la région parisienne étaient venus et derrière chaque banderole 400, 600, 800 personnes, toutes du même lycée.

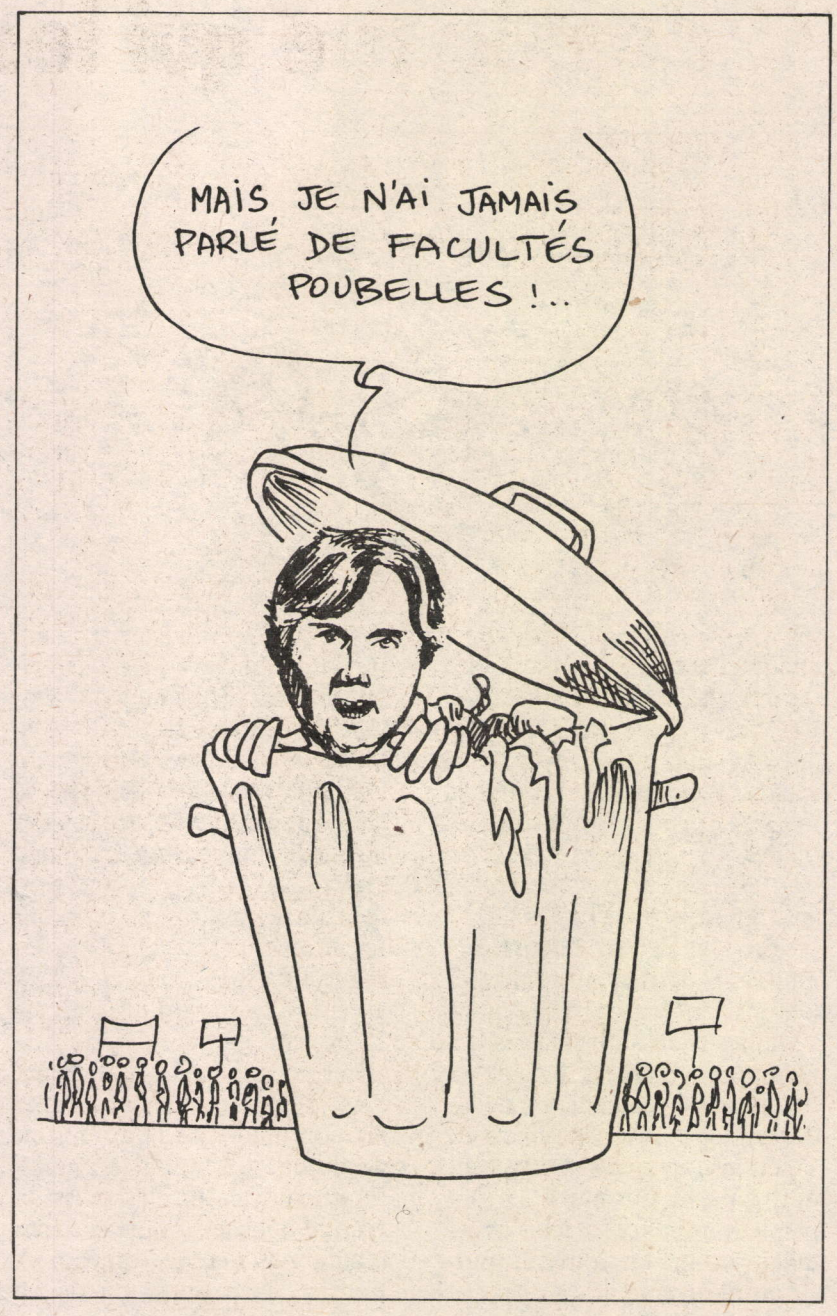
"Devaquet, si tu savais, ta réforme, ta réforme, Devaquet, si tu savais, ta réforme où on s'la met : au cu ! au cu ! aucune hésitation !"

D'un bout à l'autre du cortège, des cortèges, des lycéens, les étudiants chantaient à l'unisson. Difficile d'ignorer que les lycéens réclament le retrait pur et simple de la loi. Des rangs compacts, massifs, dynamiques, infatigables. Lycéens et étudiants étaient mélangés... Çà et là, des banderoles de lycées professionnels. La différence entre les étudiants, les lycéens des grands lycées parisiens, et les autres jeunes (dont beaucoup d'immigrés) sautait aux yeux. Mais tout le monde était dans un même mouvement, avait comme seules têtes de turc Devaquet d'abord, Monory ensuite... *"Devaquet au piquet, Monory aussi !"* ; *"Un Vaquet, ça va ; Devaquet, bonjour les dégâts !" "Devaquet, t'es foutu, les lycéens sont dans la rue !"*

"Devaquet, tu ferais mieux de vaquer à d'autres occupations".

De temps en temps, on pouvait aussi entendre : *"Pour un porte-avions lancé, combien d'universités coulées ?"* et plus rarement encore : *"Aujourd'hui dans la rue, demain on continue"*.

Tout s'est terminé à l'Assemblée nationale, tout autour, où la foule s'est groupée en rangs très serrés. L'Assemblée était en quelque sorte cernée, et tous les alentours étaient noirs de monde.



De l'intérieur, plus d'un député a dû trouver cela impressionnant, voire un tantinet menaçant.

Quelques élus de gauche se sont montrés, mais la foule n'a pratiquement pas réagi.

Alors, il est bien difficile de savoir de quoi demain sera fait. Mais d'ores et déjà, dans ce mouvement, la manifestation de jeudi a été incontestablement un immense succès !

Quand la droite découvre de la politique là où elle n'en voyait pas hier

Les politiciens et la presse de droite, pour déconsidérer les diverses manifestations qui viennent de se dérouler, mettent en avant le fait qu'elles sont "politiques". *Le Figaro* titrait le 24 novembre à la Une, après la manifestation de la FEN : *"Une manifestation très politique"*, et le 26 novembre : *"Universités et lycées : agitation politique"*. Et la droite dénonce la présence, dans le cortège de la FEN, des dirigeants des partis de gauche...

Mais ce qui est curieux c'est que, lors de la manifestation en faveur de l'école privée du 24 juin 1984, contre le gouvernement de gauche, les mêmes politiciens et la même presse de droite ne voyaient pas en quoi la manifestation pouvait bien être politique.

Pourtant, le 24 juin 1984, on notait la présence dans le cortège de Chirac, de Barre, de Giscard, de Simone Veil, de Lecanuet, de Chaban, de Debré et de Le Pen, etc., qui, comme chacun sait, sont connus pour ne pas faire de politique...

Les politiciens sont les premiers à considérer la politique comme une maladie honteuse. La leur en tout cas l'est, c'est sûr. Et lorsqu'ils défendent l'apolitisme, ce n'est qu'une petite manœuvre politicienne de plus...

A.V.

Le mouvement vu par la presse

L'événement dans la presse du mercredi 26, c'était l'entrée dans le mouvement des lycéens. Plus nombreux, descendus dans la rue non seulement dans les villes universitaires mais aussi dans d'autres où il n'y a aucune faculté, plus imprévisibles aussi, les lycéens ont fait plus souvent "la une" que les étudiants en ce début de semaine.

Ce qui inquiète non seulement le gouvernement mais aussi visiblement des gens qui défendent des positions du PS ou proches de lui, c'est le caractère spontané, non planifié, non encadré du mouvement lycéen. Pour résumer on pourrait dire que les journaux de droite se demandent où va le gouvernement et s'inquiètent de la façon dont il va pouvoir sortir de ce mauvais pas, alors que ceux proches du PS se posent avec plus ou moins de méfiance la question de savoir jusqu'où iront les lycéens.

"La rue aux lycéens" titre à la première page *La Nouvelle République du Centre Ouest*, avec en sous-titre : *"Les élèves du second cycle se sont joints massivement à la grève des universités. Même quand, dans la région, il n'y avait pas de faculté sur place"*. Le même journal conclut : *"Un chef de gouvernement ne peut pas ignorer les rumeurs de la rue quand elles arrivent sous ses fenêtres. L'heure n'est pas loin où M. Chirac devra songer à arbitrer le conflit. Avant que d'autres ne le fassent à sa place"*.

La Dépêche du Midi, Toulouse (radicale) écrit en conclusion de son éditorial : *"Beaucoup, en fait, dépendra de l'ampleur de la manifestation de jeudi. Certaine de tenir là un excellent prétexte, l'opposition de gauche devrait avoir la sagesse — ou l'habileté — de conserver son action dans de saines limites. Les débordements intempestifs contrarieraient sans doute l'efficacité d'une contestation comprise par beaucoup"*.

Dans un éditorial intitulé *"Explosif"*, le *Midi Libre* écrit : *"Pour tout gouvernement, l'agitation de lycéens et d'étudiants est une épreuve redoutable. Tout simplement parce qu'elle est imprévisible dans son ampleur et ses conséquences, et qu'elle est largement incontrôlable dans son déroulement. Ce n'est pas un hasard si, un peu stupidement, mai 1968, la référence obligée, hante les esprits et les obsède.*

Comment faire revenir à la raison ces jeunes, cette population volatile, les uns très encadrés, les autres très spontanés, les uns politisés, les autres désemparés ? Telle est la question essentielle que se pose un gouvernement qui ne prend pas l'affaire à la légère.

Non sans raisons. Car la contestation contre la loi Devaquet sur les universités fait figure de feu de forêt (...)".

Le Provençal (socialiste) enchaîne : *"Pour éteindre le feu qui couve il n'y a qu'une solution : retirer purement et simplement le texte en cause. C'est ce que demanderont à l'ouverture de la séance les députés socialistes, en posant la question préalable. Cette décision, qui serait celle de la raison, permettrait d'ouvrir alors dans un climat de sérénité le dialogue et la concertation indispensables"*.

"La prudence du ministre (Devaquet) *sur ce sujet et surtout l'absence de condamnation du gouvernement pour cette grève lycéenne — au contraire les proviseurs vont même être chargés de lire aux élèves une lettre explicative de René Monory dès ce matin — sont symptomatiques d'une inquiétude partagée d'ailleurs par l'opposition, qui se demande comment peut évoluer une situation chaque jour plus explosive"*, note le *Républicain Lorrain*.

Et le journal *Ouest-France* se sent obligé de donner un coup de chapeau à la jeunesse : *"C'est un signe de santé pour une société en crise que cette non-résignation, cette volonté de faire respecter la règle de "l'égalité devant l'enseignement"*. Pour s'inquiéter ensuite des maladresses du gouvernement : *"En donnant l'impression d'envoyer trop loin la balle du libéralisme, Alain Devaquet contraint le gouvernement à un "recul", pour le moins à un "repli stratégique" dont il aurait pu faire l'économie"*.

Le développement du mouvement dans la région parisienne

● dans les facultés

Dans les facultés parisiennes ou de banlieue, le mouvement avait déjà pour certaines déjà plus d'une semaine d'existence au moment de la manifestation et du débat au Parlement sur la loi Devaquet, et d'autres s'y étaient mises la veille. Villetaneuse avait ouvert la voie dans laquelle se sont engouffrées les autres facultés. Censier avait démarré le mercredi 19. Les assemblées générales s'y sont tenues régulièrement et ont rassemblé souvent plus de 500 personnes. Tolbiac a démarré le jeudi 20 par un vote unanime de 1 500 étudiants rassemblés. Au Panthéon, la grève a commencé le vendredi 21 et s'est développée lundi 24 avec des assemblées générales réunissant plusieurs centaines de personnes. A Paris V, c'est le centre de Clichy, en grève depuis le vendredi 21, qui a fait débrayer les centres de la rue Serpente et de Malakoff.

D'autres s'y sont mis plus tardivement : par exemple à Paris XI (Orsay) le lundi 24, et même le mercredi 26 seulement pour la fac de médecine de la Pitié-Salpêtrière, où une assemblée générale s'est tenue avec 500 étudiants et a voté la grève. A la faculté de Dauphine, présentée avec Assas comme un des bastions du refus de la grève, une AG s'est tenue le 26 à midi avec 2000 présents, dont des étudiants de l'UNI ou du CELF qui interrompaient les débats. Mais l'organisation de la manifestation du lendemain a quand même été mise sur pied et un comité de 5 membres élu.

Les étudiants ne sont pas restés passifs et sont pratiquement partout devenus des militants de leur mouvement, en cherchant à l'étendre sans l'attendre de qui que ce soit d'autre. On fait des piquets de grève qui appellent les non-grévistes ou ceux qui hésitent encore à se mettre en grève, comme tous les matins à Jussieu. Ou on s'adresse aux autres facs et on va "débrayer" les lycéens.

Bien leur a pris d'ailleurs, aux étudiants, d'aller entraîner les lycéens. Car si au début certains venaient se rassurer auprès des étudiants, comme à Tolbiac où des lycéens venaient au début demander du soutien, en cas de sanctions, ce sont les lycéens qui, à partir du mardi 25, ont par leur nombre et leur dynamisme donné un nouveau souffle au mouvement.

Même si les dirigeants syndicaux des étudiants, eux, n'ont pas toujours accueilli avec enthousiasme la venue des lycéens dans les facultés (quand ils n'ont pas essayé de leur barrer l'entrée de la Sorbonne), des étudiants discutent, comme à Tolbiac ou à Jussieu, de s'adresser, si le mouvement continue, à d'autres catégories de la population, ouvriers, chômeurs, jeunes.

On ne discute d'ailleurs pas que de la loi Devaquet, pas seulement des problèmes du contenu de l'enseignement. Et lorsque par exemple à Jussieu un étudiant parle du budget de l'armée, évoque la suppression du service militaire, il est très applaudi.

Si l'organisation de la manifestation du 27 a alimenté les préoccupations des étudiants grévistes, la question de l'après-27 novembre a été au cœur de nombreux débats. A Tolbiac, l'AG du 26 a décidé par un vote de continuer jusqu'au retrait total de la loi, après le 27. Au Panthéon, le 26, c'est aussi la grande question, mais le débat n'était pas encore tranché. A Censier, la proposition de ne pas arrêter avant le retrait intégral de la loi, de ne pas se contenter d'amendements, a été faite en AG et très applaudie. A Nanterre, une intervention en AG pour dire qu'il fallait continuer après le 27 et voir quelles formes donner l'a été également. Le comité de grève a voté à l'unanimité une motion à présenter à la coordination nationale disant : *"Pas de négociation avec Devaquet, mais retrait du projet"*.

● dans les lycées

Si des lycéens se sont mis en mouvement à l'occasion de la venue d'étudiants à la porte de leur établissement, beaucoup d'autres lycéens ont été mis en grève par des lycéens eux-mêmes. Car, une fois parti dès le début de la semaine, le mouvement s'est presque immédiatement passé dans la rue, les élèves d'un établissement allant faire débrayer ceux d'un établissement d'à côté, puis faisant ensemble la tournée du quartier pour Paris, ou des villes voisines pour la banlieue. La télévision nous a montré les milliers de lycéens au Quartier latin mardi 25. Mais il n'y avait pas que là. Tout le début de la semaine, par centaines, les lycéens en grève sillonnaient la rue pour faire débrayer d'autres lycées ou des LEP voisins.

Mardi, des lycéens de la rive droite s'étaient regroupés avant de rejoindre la rive gauche. Mercredi, ils étaient 3000 à 4000 dans les rues d'Antony, ils ont été 900 à Rueil, 700 à Creil, 400 à 500 dans les rues d'Enghien, 300 à Longjumeau, etc. Les grévistes d'un lycée partis pour faire débrayer un lycée voisin les rencontraient parfois en chemin ou s'apercevaient qu'ils étaient déjà partis ailleurs. Mais, avant même la manifestation prévue pour le jeudi 27, ils étaient déjà très nombreux à s'être retrouvés joyeusement dans la rue.

Toujours est-il que, le mardi 25 au matin, le Quartier latin dès 8 heures était entré en ébullition. Les grévistes du coin allaient d'un lycée à l'autre chercher des renforts. A 9 h 45, il y en avait déjà des centaines devant Louis-le-Grand et une manifestation partait, passant devant le lycée Henri IV, par la faculté du Panthéon, descendant le boulevard Saint-Michel jusqu'à la fontaine qui fut tout de suite escaladée. Des lycéens arrivaient par dizaines ou par centaines. Certains cherchant au hasard des manifestants, d'autres déjà prévenus *"qu'on manifestait à Saint-Michel"*. Quand certains, atteints par la fatigue ou la faim, s'en allaient, d'autres arrivaient. Le tout s'étant terminé vers 18 heures par un meeting en plein air à la faculté de Jussieu.

S'organiser soi-même en constituant un comité de grève, élire des représentants à une coordination, mettre sur pied des coordinations locales pour 3, 4, 5 lycées ou plus, qui se retrouveront pour partir ensemble à la manifestation du 27, ce ne fut pas un problème. Pas plus que de préparer ses banderoles, confectionner des tracts, mettre sur pied un service d'ordre. Tout cela paraissait naturel à des lycéens qui n'attendent rien d'organisations préexistantes. Non seulement on n'a pas hésité à s'adresser aux autres lycéens, mais aussi parfois, comme à Mallarmé, on a fait des groupes pour aller discuter avec la population, dans la rue, dans le métro.

Les lycéens ne craignent pas de tout organiser par eux-mêmes. Tout au plus est-on allé demander des conseils contre les sanctions éventuelles aux étudiants, surtout au début, ou encore du renfort quand on avait du mal à faire démarrer son bahut. Mais l'influence de l'étudiant peut vite s'arrêter, comme cet étudiant de Tolbiac a pu en faire l'expérience, lorsqu'il est venu dire aux lycéens de Paul-Bert qu'ils devraient appeler les organisations de parents d'élèves pour les encadrer, et qu'il s'est fait envoyer promener.

On se proclame apolitique par peur de se faire récupérer par des appareils, mais cela n'empêche pas, par exemple, les lycéens de Buffon d'adopter dans l'enthousiasme, parmi leurs mots d'ordre : *"Du fric pour les lycées, pas un rond pour l'armée"*.

● dans l'enseignement technique

Les élèves de l'enseignement technique, des LEP en particulier, ne sont pas directement concernés par la loi Devaquet. Mais ça ne les a pas empêchés de se sentir partie prenante du mouvement. D'autant qu'après tout, la sélection, ils la subissent plus encore que les autres. Comme disait un jeune du LEP Saint-Lambert : *"Moi, si je voulais aller en fac, je ne pourrais pas"*. Et à cela s'ajoutent pour ceux des LEP, bien d'autres revendications, qu'ils se sont mis à discuter.

Au CIFAPA (Centre de formation d'apprentis, géré par des patrons privés) de Pantin, où un comité de grève a été élu, les revendications portent sur l'hygiène et la sécurité, l'obtention de nouveau matériel, la semaine de 39 heures, une pause-repas plus longue, davantage de professeurs, des heures de gymnastique.

Au LEP Vauban à Courbevoie, les revendications concernent le chauffage, les outils, l'infirmerie...

Un tract du LEP CFA de Jean-Moulin (Vincennes) énumère une longue liste de problèmes, parmi lesquels, pour les CFA : *"Les horaires chez l'employeur ne correspondent pas au contrat d'apprentissage. (...) Chez beaucoup d'employeurs les apprentis sont de la main-d'œuvre à tout faire et à bon marché, etc. Les organismes chargés de surveiller le bon déroulement de l'apprentissage sont au courant des problèmes, mais ne bougent pas"*.

Pour les LEP, *"il n'y a pratiquement pas de chauffage. (...) On doit trouver nous-mêmes nos stages. Quand on n'a pas trouvé, on reste au LEP. (...) A la cantine ça ne va pas !* Et en conclusion : *"Participons sous nos propres banderoles et pour faire connaître nos propres problèmes. C'est à nous de défendre notre avenir !"*

Au LEP de Saint-Denis, un tract énumère également tout ce qui ne va pas. Problèmes d'orientation : *"On peut donner l'exemple d'élèves de mécanique première année que l'administration a placés en deuxième année de comptabilité, parce qu'il n'y avait plus de place"*. Problèmes de matériel, de sécurité. Et puis un problème de fond et valable pour tous : *"Notre diplôme ne vaut plus rien et mène droit à l'ANPE"*.

Les élèves du technique sont partis les derniers, après les étudiants et les lycéens. D'autant que, dans les LEP et autres établissements techniques, c'est généralement plus dur, des établissements plus petits, des menaces de sanctions plus sérieuses. Au moment où nous écrivons, le mouvement ne fait qu'y commencer. Mais souvent, il a suffi, comme dans le cas des lycées, d'une impulsion extérieure.

Mais à leur tour, comme les lycées, les jeunes des LEP qui entrent en grève cherchent à étendre leur mouvement. Comme le LEP d'Antony qui, une fois en grève, a fait le tour de trois autres LEP, les entraînant avec eux et constituant bientôt un cortège de près de 1 500 jeunes.

Les élèves du technique n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Ministre en difficulté, Devaquet a déjà des amis pour lorgner sur son poste

La situation du sieur Devaquet, ministre attaché à la Recherche et aux Universités n'est pas facile. C'est le moins que l'on puisse dire.

Son projet de loi est contesté par les étudiants, les lycéens, et en quelques jours il est devenu le symbole de ce que la jeunesse refuse : la ségrégation.

Mais en même temps, de l'autre côté, dans le camp d'en face en quelque sorte, il est contesté par une partie des politiciens de la majorité qui lui reproche de ne pas aller assez loin.

Le Figaro du 26 novembre concluait son éditorial ainsi : *"Il est dommage que le projet gouvernemental, qui s'efforce de faire voler en éclats ce monopole* (celui que la gauche exercerait sur l'universié, selon *Le Figaro), n'institue pas parallèlement cette indispensable sélection à l'entrée de l'Université sans laquelle toute réforme de qualité aura du mal à aboutir".*

Ces propos font écho à d'autres, venant de la majorité à laquelle appartient Devaquet. Des hommes comme Foyer l'ont critiqué dès l'origine. D'autres veulent proposer des amendements qui renforcent les aspects de la loi les plus contestés par les étudiants et les lycéens. Ainsi tel député voudrait que la fourchette dans laquelle les universités pourraient déterminer les droits d'inscription soit de 1 à 3, et non pas de 1 à 2 comme le précise le projet adopté par le Sénat.

Et de ce côté du Parlement, on murmure, on chuchote, on cancane, en laissant entendre que finalement, sous couvert de satisfaire une promesse électorale qui figurait dans le programme de la droite, Devaquet n'a fait que reprendre que ce qui existait déjà, ou, pire encore, de n'avoir repris que des idées qui étaient déjà celles de Chevènement et que ce dernier n'avait pas eu le temps, ou pas osé mettre en œuvre. Ce n'est d'ailleurs pas tout à fait faux. Et c'est d'ailleurs ce que Devaquet répond pour se défendre contre ceux qui le contestent à gauche. Mais cette réponse en forme d'excuse lui vaut immédiatement les critiques de la droite qui y voit une preuve supplémentaire de sa mollesse, de son manque d'expérience, son manque de caractère.

Faussement paternel, un peu dans le style des observations qu'on fait figurer dans les carnets scolaires, on le note : *"Bon ministre pour la Recherche, mais mauvais pour les Universités",* ce qui peut vouloir dire : *"A peine passable".*

Il y a dans tout cela, comme à chaque fois, pas mal de calculs électoraux.

Mais constatons quand même qu'il n'est pas facile de contenter tout le monde et ses pairs. Surtout lorsqu'il y a d'un côté la contestation dans la rue, et de l'autre les intérêts politiciens de ses amis et néanmoins concurrents.

Trop tard!

Le ministre de l'Education nationale, René Monory, a trouvé mercredi la parade infaillible au développement sauvage de l'agitation lycéenne : il a donné l'ordre à tous les proviseurs de lire de sa part, dès le jeudi matin, une lettre explicative rassurante sur les projets de réformes.

Pauvre ministre ! Personne n'avait dû le prévenir que le jeudi 27 les lycées avaient toutes les chances d'être déserts ; non seulement les lycéens, mais aussi les professeurs devant être en grève ce jour-là.

Mais après tout les proviseurs pouvaient bien déclamer la prose de leur ministre aux murs. Elle ne valait pas mieux de toute façon.

Editorial des bulletins d'entreprise
du lundi 24 novembre 1986

Vive les jeunes!

Dans toutes les universités parisiennes les étudiants sont en grève. Partie de la faculté de Villetaneuse dans la banlieue parisienne, la grève s'est étendue à toutes les facultés de la région parisienne, et même à plusieurs lycées.

La grève s'est étendue avec les pieds des grévistes eux-mêmes, qui ont pris sur eux d'aller voir leurs camarades des autres facultés et d'aller s'adresser aux lycéens.

Pourquoi cette grève ? Eh bien à cause d'une loi qui rend l'entrée en faculté plus difficile pour les lycéens, qui rend les études plus chères et qui institue des valeurs différentes pour les diplômes, selon qu'on est dans une bonne faculté (chère) ou une moins bonne (moins chère). Cette loi, les étudiants l'ont appelée "loi Devaquet", du nom du ministre délégué à la Recherche et aux Universités.

Et ce ministre, beaucoup d'entre nous ont pu le voir et l'entendre au journal télévisé de vendredi soir, bafouiller, s'excuser pour dire qu'il y avait certainement beaucoup de torts de son côté, et qu'il s'était insuffisamment expliqué avec les étudiants. En tout cas, les étudiants ont décidé de manifester jeudi devant l'assemblée nationale, au jour et à l'heure où la loi devrait être discutée par le Parlement.

Vu la gêne du ministre, il y a tout lieu de croire que le gouvernement craint cette grève. Instruit par des précédents historiques, il craint que la colère des étudiants, leur grève, ne s'étende encore plus à toute la province, à tous les lycées et que finalement les étudiants soient rejoints par d'autres catégories sociales : non seulement les enseignants, mais pourquoi pas l'ensemble des travailleurs.

La loi Devaquet n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les étudiants n'appartiennent pas tous aux familles les plus riches et ils en ont eux aussi ras-le-bol de ce gouvernement, de sa dureté envers les pauvres et de son cynisme pour protéger les riches.

Les étudiants refusent d'être récupérés par les organisations politiques, et ils ont raison, mais leur grève est à juste titre politique, car elle est dirigée contre une loi, contre un ministre, contre le gouvernement et contre le Parlement tout entier.

C'est d'ailleurs pourquoi nous, travailleurs, nous devons regarder avec sympathie la lutte de ces jeunes et nous devons en être solidaires. Car un recul du gouvernement devant les étudiants, ce serait une brèche pour les travailleurs.

Mais il ne faut pas se méprendre. Il y a eu dimanche une manifestation des enseignants. Ils étaient cent mille, deux cent mille ou trois cent mille selon les dires des uns ou des autres. Mais qu'importe. Cette manifestation-là, organisée et prévue depuis longtemps ce n'est pas elle qui aurait pu faire reculer le gouvernement. Ce genre de manifestation, dont on sait exactement quand elle commence et quand elle finit, cela ne peut faire peur qu'à un gouvernement qui aurait besoin d'un prétexte.

Ce n'est pas comme la grève, la grève sauvage, explosive, qui fait tache d'huile, de la jeunesse estudiantine. Une grève qui élit démocratiquement des comités de grève dans toutes les facultés, qui élit de la même façon des coordinations inter-facultés ou inter-universités. Une grève qui est dirigée par ceux-là même qui la font, et pas par des appareils "responsables" qui prévoient quand se termineront les mouvements avant même de les engager.

Là est, justement, la force de ces jeunes. C'est que personne ne peut dire quand ils vont s'arrêter, ni jusqu'où ils vont aller. C'est bien cela qui fait peur au gouvernement.

Alors, si le gouvernement recule devant les jeunes, sachons qu'il pourrait aussi reculer, et bien plus loin, devant l'ensemble du monde du travail. Car dans ce monde-là, le ras-le-bol y est encore bien plus fort et bien plus partagé que chez les jeunes.

Entendu dans les entreprises

Dans les entreprises, les travailleurs voient en général avec sympathie "ces jeunes qui descendent dans la rue". Au CTR Renault, à Rueil (en banlieue parisienne), des ouvriers proches de la CGT suivaient ce qui se passait, souhaitant que les étudiants gagnent. Et à la porte d'une entreprise d'Antony, un jeune étudiant qui diffusait un tract Lutte Ouvrière se voyait demander de façon chaleureuse "s'il allait bien"; et l'un des ouvriers d'ajouter : "Vous en faites pas les gars, on va vous donner un coup de main".

Cependant, dans l'ensemble, pendant le début de la semaine ça ne discutait pas beaucoup dans les entreprises du mouvement étudiant-lycéen. Et l'on entendait des réflexions qui, sans manifester d'hostilité, montraient qu'on ne se sentait pas vraiment très concerné : "C'est facile pour eux de faire grève, ils n'ont pas de traites à payer, les parents les nourrissent". Ou : "Nous, on aurait plus à perdre que les étudiants, ce serait moins facile".

Mais, même si elles étaient moins nombreuses, on entendait aussi des réflexions semblables à celle de cet ouvrier de la CEAC de Nanterre : "Si des gosses leur font peur, qu'est-ce que ce serait pour nous".

Et beaucoup, surtout dans les milieux politisés, parmi les militants syndicaux, étaient très attentifs à ce que fait et dit le gouvernement. Mardi, à Citroën-Aulnay, ceux qui avaient vu Devaquet à la télévision trouvaient qu'il "avait l'air de s'excuser" et en étaient contents. Une ouvrière proche du PS de l'usine Fould-Springer de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) trouvait que "ça se voyait à la télévision qu'ils avaient la trouille aussi bien à gauche qu'à droite. Ils ont la trouille parce que ce n'est pas contrôlé, ce mouvement, c'est comme mai 68". Et "ça serait bien pour nous si la loi Devaquet était abrogée".

INTERNATIONAL

BRÉSIL

Nouveaux sacrifices pour les travailleurs

Les dirigeants brésiliens viennent d'adopter un nouveau plan d'austérité, baptisé Tropical II.

Il paraîtrait que la consommation intérieure du Brésil aurait augmenté de 30 % au cours des dix derniers mois : un chiffre officiel qui doit être très discutable, d'autant que la presse a rapporté récemment comment le blocage des prix décidé par le gouvernement brésilien avait conduit à la quasi-disparition (mis à part sur le marché noir) d'un certain nombre de produits, la viande notamment. Il n'empêche que c'est l'argument qu'invoque aujourd'hui le gouvernement brésilien pour justifier ces nouvelles restrictions. Il s'agit en fait, par ces mesures d'austérité, de rassurer les 700 banques créancières du Brésil, au moment où le gouvernement du président Sarney s'apprête à renégocier avec elles l'échelonnement de ses dettes à moyen et long terme (75 milliards de dollars, sur un total de 105 milliards). Alors, pour consacrer un maximum de ses ressources au remboursement de ses dettes auprès des banques occidentales, le gouvernement brésilien va augmenter les ponctions qu'il fait sur le dos de la population.

D'un côté, les prix des automobiles vont augmenter de 80 %, les tarifs de l'électricité de 40 %, ceux du téléphone de 30 %, ceux des postes de 80 %, etc., ce qui contraindra la population à diminuer sa consommation ; de l'autre, l'Etat prélèvera ces "économies" que les gens seront forcés de faire par le biais des impôts. Les taxes sur la bière, sur les cigarettes sont d'ores et déjà augmentées de 100 %, en attendant que soit annoncée une liste plus complète...

Pour faire bonne mesure, puisque toutes ces augmentations de prix vont se répercuter sur les indices, le gouvernement va tout simplement trafiquer ceux-ci, en ne tenant plus compte que des produits "nécessaires" à ceux qui touchent les plus bas salaires. De toute façon, seuls ceux qui n'ont bénéficié d'aucune augmentation de salaire depuis février dernier auront droit à l'augmentation automatique prévue en cas d'inflation supérieure à 20 %.

Depuis un an, le gouvernement du président Sarney refuse, officiellement, le contrôle du Fonds Monétaire International que réclament en général les banques pour accepter de rééchelonner les dettes. Mais, dans la pratique, le gouvernement brésilien a l'intention de satisfaire par avance les conditions des banques occidentales créancières du pays, en faisant payer les travailleurs par tous les bouts : augmentation des prix, augmentation des impôts, diminution des salaires réels.

Mais que le gouvernement brésilien s'engage à faire affluer l'argent qu'il prend aux travailleurs dans les coffres des banques occidentales, principalement américaines, n'est pas suffisant pour le gouvernement américain. Il faudrait qu'en outre l'argent qui reste au Brésil serve à acheter toujours plus de produits américains. Et il menace de restreindre ses proches achats de produits brésiliens (essentiellement chaussures, jus d'orange et acier) si les géants américains de l'informatique ne peuvent pas venir concurrencer l'industrie brésilienne de la micro-informatique, actuellement protégée par des barrières douanières.

Un épisode de la guerre commerciale entre pays riches et pays pauvres, où le Brésil n'a pas beaucoup d'atouts face aux Etats-Unis. Mais la facture, les classes dirigeants brésiliennes se débrouillent pour la faire payer par des souffrances accrues de leur population.

Jean-Jacques FRANQUIER

COLOMBIE

Un an après la catastrophe d'Armero, la population toujours sans secours

La semaine dernière, TF 1 montrait un reportage sur les réfugiés de la catastrophe causée par l'éruption du volcan Nevado Del Ruiz. Le village d'Armero avait été englouti sous la lave et près de 20.000 disparus avaient été dénombrés. On voyait les réfugiés de la catastrophe, un an après. Pour eux, la catastrophe n'a pas cessé. Ils s'entassent dans des camps de fortune, sous des tentes. Pas de couvertures, pas d'eau, pas de nourriture, pas de médicaments. Ceux d'entre eux, qui cherchent à retrouver leur maison dans la zone sinistrée, se voient chassés par la police à coups de grenades lacrymogènes. L'armée est omniprésente dans les camps, avec la mission officielle de faire la chasse aux voleurs, aux trafiquants et aux guérilleros. Quant à l'argent qui avait été récolté dans le monde entier — on se souvient des affiches dans tout Paris montrant la petite Omaida que la TV avait filmée en train de mourir, coincée dans la boue — il avait été concentré par un organisme créé par le gouvernement de l'époque, l'association "Resurgir". Aujourd'hui, les réfugiés demandent des comptes sur cet argent. Ils n'ont pratiquement rien touché : une indemnité dérisoire de 4.500 pesos (150 F) par mois par personne a été versée, qui vient d'être supprimée, et quelques centaines de maisons de mauvaise qualité ont été construites par l'Etat avec l'argent de "Resurgir". Mais ces maisons, pour y accéder, il faut... les acheter !

Dans le Tolima, la région où se trouve Armero, des affiches sont apparues où l'on peut lire les salaires que gagnent les fonctionnaires et les dirigeants de l'association "Resurgir" : entre 55.000 pesos (1.830 F) pour le moins payé et 394.000 pesos (13.120 francs) pour l'administrateur général, la plupart des fonctionnaires recevant dans les 130.000 à 150.000 pesos, ce qui représente 4.500 à 5.000 F. D'après le quotidien libéral *El Espectador,* les salaires de nombreux employés de "Resurgir" dépassent la moyenne des salaires octroyés aux plus hauts fonctionnaires du pays.

Depuis des mois la population, écœurée et révoltée de la façon dont elle est traitée par les autorités, tente de s'organiser pour réclamer ses droits, mais aussi un toit et du travail. Mais ces organismes de base, c'est encore trop pour l'Etat, qui y voit la main de la subversion. Plusieurs militants de ces organismes ont été arrêtés par l'armée.

R.L.

Il y a un an, le 14 novembre 1985 : juste après la catastrophe

MADAGASCAR

Emeutes de la faim

Mi-novembre, de violentes manifestations ont eu lieu à Tamatave. Les manifestants ont pillé les magasins et un entrepôt de riz. Les émeutes ont été réprimées par la police.

Dans ce port, par lequel passent la plupart des importations et exportations du pays, la population pauvre ne peut même pas trouver du riz, nourriture de base de la population, ailleurs qu'au marché noir.

Cette année, l'île n'importera que 110 000 tonnes de riz, alors qu'en 1982 elle en importait 356 000 tonnes.

Car, victime comme tous les pays pauvres de la crise économique et des pressions du FMI, Madagascar est contraint de réduire ses importations par manque de devises étrangères.

AFRIQUE DU SUD

Kodak, Bata, Barclays et les autres

Il ne se passe plus de semaines sans que l'on apprenne le départ d'Afrique du Sud de telle ou telle grande firme mondiale. Il y a quelques temps General Motors puis IBM avaient annoncé leurs retraits, et puis, récemment ce fut le tour de Kodak, des chaussures Bata, une société canadienne.

La dernière en date de ces annonces a une particulière valeur symbolique. Il s'agit de la banque britannique Barclays, une banque qui était la banque du colonialisme, la banque de l'empire britannique. Non seulement elle a décidé de revendre ses avoirs en Afrique du Sud, mais elle envisage dans l'avenir de changer de nom (aurait-elle honte ?). En tous cas ce départ constitue une victoire de la part de ceux qui réclament le retrait des capitaux étrangers d'Afrique du Sud. Bien sûr les capitaux, eux mêmes, ne partent pas toujours : dans le cas de bien des trusts qui ont quitté l'Afrique du Sud, leurs entreprises sont restées, sous un autre nom, entre d'autres mains. Mais peu importe, une banque comme Barclays, qui s'était enrichie sur la sueur et le sang des peuples coloniaux, qui s'était accomodée de l'Apartheid depuis longtemps se voit forcée de prendre ses distances, de peur que la révolte des Noirs contre le régime raciste ne lui cause trop de pertes.

Il ne reste plus à Botha qu'à expliquer ces défections en disant que ce sont des communistes qui dirigent General Motors, IBM, et autre Barclays...

INTERNATIONAL

PHILIPPINES

L'armée arbitre la situation

Dimanche 23 novembre, Corazon Aquino, la présidente des Philippines, a dissous son propre gouvernement, suite à la tentative avortée de coup de force du ministre de la Défense, Enrile.

Depuis la chute du dictateur Marcos, voici neuf mois, les rumeurs de complot succédaient aux menaces de coup d'Etat émanant des milieux dirigeants de l'armée, et plus précisément de l'entourage du ministre de la Défense. Lors des événements de Manille, au début de l'année, qui avaient vu la population de la capitale se mobiliser contre le dictateur, l'armée était restée dans le camp de Marcos jusqu'au dernier moment. Et ce fut avec l'aval des Etats-Unis, qui avaient décidé de lâcher le dictateur Marcos pour Corazon Aquino, que la ministre de la Défense, qui était déjà Enrile, et son chef d'état-major, déjà Ramos, passaient dans le camp de cette dernière. De peur de voir les masses populaires renverser la dictature de Marcos, l'armée préférait elle-même précipiter la passation du pouvoir de Marcos à celle en qui semblaient se reconnaître les manifestants philippins, et qui pouvait seule canaliser la mobilisation populaire. Mis à part le limogeage symbolique de quelques officiers supérieurs, C. Aquino n'avait pas touché à cette armée, dont certains chefs ne faisaient même pas mystère de leur volonté de se débarrasser d'elle dès qu'ils le pourraient.

En attendant de pouvoir le faire, les chefs de l'armée, et en premier lieu le ministre de la Défense, Enrile, faisaient pression sur le gouvernement Aquino, réclamant l'éloignement des ministres qu'ils considéraient comme trop de gauche, sabotant toute tentative de négociation entre le gouvernement et les chefs de la guérilla communiste, en faisant notamment arrêter un dirigeant du Parti Communiste et assassiner un dirigeant syndical.

La démonstration de force des militaires proches du ministre de la Défense, samedi 22 novembre, était-elle une véritable tentative de coup d'Etat, ou simplement une pression encore plus menaçante que les précédentes sur le gouvernement Aquino ? Toujours est-il qu'aujourd'hui le chef de ce coup d'Etat avorté est libre : il devient seulement chef de l'opposition de droite au régime, et peut-être principal candidat à la succession d'Aquino. Son successeur au ministère de la Défense, le général en retraite Ileto, s'est contenté de déclarer qu'il n'avait aucune preuve concrète de l'existence d'un complot.

Mais si Aquino a écarté Enrile, elle est passée de fait par toutes les conditions de l'armée puisque ne figure plus dans son nouveau gouvernement aucun des ministres qui déplaisaient à l'état-major. Par contre, elle a utilisé la menace de putsch militaire qui pèse sur elle pour sommer la guérilla d'accepter un accord rapide. Menace qui semble avoir eu un certain effet, puisque mercredi a été signé un accord de cessez-le-feu de deux mois, alors que les négociations sur un tel cessez-le-feu avaient été rompues par les chefs de la guérilla à la suite de l'assassinat du dirigeant syndical Rolando Olalia le 14 novembre dernier.

Et c'est l'armée, avec à sa tête le général Ramos, qui apparaît comme le grand vainqueur de ces derniers jours. En s'instaurant le "sauveur" de Corazon Aquino, le haut état-major, et à sa tête le général Ramos, apparaît désormais comme le protecteur tout-puissant du régime, et finalement le seul détenteur réel du pouvoir. Même si pour l'instant l'état-major, et derrière lui les Etats-Unis, jugent plus prudent de conserver sur le devant de la scène un mince, bien mince paravent démocratique.

Pierre LAFFITTE

Corazon Aquino le jour de son investiture, le 6 février dernier, avec Fidel Ramos et Juan Ponce Enrile : à l'époque comme aujourd'hui, elle passe de fait par toutes les conditions de l'armée (photo AFP).

LIBAN

Une partie des "casques bleus" français de la FINUL se retire

L'impérialisme français hors du Liban !

Les "casques bleus" français au Liban vont être en grande partie rapatriés. En effet, le Conseil de Sécurité de l'ONU, auquel obéissent les soldats français de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban), a décidé mercredi 26 novembre que ce contingent, actuellement fort de 1.380 hommes, serait réduit à 520 soldats. Dans les zones d'opération où ils étaient jusqu'à présent, les soldats français seraient remplacés par des "casques bleus" suédois.

Officiellement, la décision n'a donc pas été prise par le gouvernement français, mais par l'ONU. Quant à la raison invoquée pour expliquer ce remaniement du contingent de l'ONU au Liban, elle serait d'éviter qu'il apparaisse complice d'Israël, dont l'armée continue d'occuper la région frontalière du Sud-Liban.

Pur mensonge. Car ce n'est qu'une conséquence des accrochages au cours desquels des soldats de la FINUL sont morts récemment. Quant à la complicité des forces de l'ONU avec Israël, c'est un fait depuis le début. Cela fait huit ans, depuis 1978, que la FINUL est présente au Sud-Liban. L'armée israélienne avait alors envahi, déjà, le Sud-Liban, sous prétexte d'assurer sa sécurité en mettant fin à la présence des milices palestiniennes dans la région. Après quoi, sous prétexte de "s'interposer", les forces de l'ONU étaient intervenues. Leur présence a bien abouti à mettre des bâtons dans les roues aux milices des Palestiniens ou de la gauche libanaise, mais jamais à l'armée israélienne. En juin 1982, lorsque celle-ci a envahi de nouveau massivement le Liban, les troupes de la FINUL se sont sagement rangées sur le côté de la route...

Comment s'étonner alors si, dernièrement, les soldats français sont de plus en plus fréquemment devenus la cible des miliciens chiites libanais à qui, sous prétexte "d'interposition", ils tentaient d'imposer des contrôles et dont ils cherchaient à limiter les mouvements ?

C'est en fait à la suite de ces revers que le gouvernement français a demandé à l'ONU de retirer ses soldats, et que celle-ci a acquiescé. Pour Chirac et Mitterrand, ce dégagement a sans doute pour but de faire que la France apparaisse moins compromise avec Israël, et dans l'immédiat d'améliorer ses relations avec la Syrie et l'Iran. Quant à l'ONU, faire assurer les tâches de la FINUL par des soldats de pays comme la Suède, le Ghana ou les îles Fidji, évidemment moins impliqués que la France dans la crise du Moyen-Orient, c'est aussi un moyen pour elle de restaurer un peu l'image "d'impartialité" de ses troupes.

Mais pour les dirigeants de l'impérialisme français, même quand ils retirent une partie de leurs troupes, l'objectif demeure de rester présents, de continuer à compter dans les négociations, les marchandages, pour que le gouvernement français ait toujours son mot à dire dans la crise du Moyen-Orient et que les intérêts français — ceux des capitalistes, des banquiers français — soient de toute façon préservés.

Alors, même s'il ne reste que 520 soldats français au Liban, ce sera encore 520 de trop.

André FRYS

JÉRUSALEM

Des pogromistes juifs crient : "Mort aux Arabes !"

A Paris, à Berlin, à Varsovie, à Moscou, combien de fois dans le passé les rues ont-elles résonné du cri de *"Mort aux Juifs"* ? Et il est encore présent, le souvenir de la chasse aux Juifs du temps du nazisme !

Il y a quelques jours, le dimanche 23 novembre, cinq cents Juifs environ ont parcouru la vieille ville de Jérusalem, la ville arabe, en criant *"Mort aux Arabes !"*. Cela a duré plusieurs heures. Il n'y a pas eu de morts ni de blessés graves parce que l'armée et la police israéliennes surveillaient les manifestants. Mais ceux qui crient *"Mort aux Arabes"* sont exactement la même racaille que ceux qui criaient *"Mort aux Juifs"*. Les autorités israéliennes sont gênées maintenant du retentissement qu'a eu cette manifestation.

Mais, à l'origine de ce pogrom anti-arabe, il y a la politique provocatrice des Juifs racistes d'extrême-droite, qui ont installé en plein cœur du quartier arabe deux écoles religieuses juives. Ceux-là veulent que les Arabes partent de Jérusalem. Le chef de la police a admis que depuis des mois les étudiants s'en prenaient à leurs voisins arabes, faisant même leurs besoins dans les maisons arabes.

Mais les autorités israéliennes n'ont pas obligé les provocateurs juifs à déguerpir. Elles n'ont pas non plus obligé les Juifs à se conduire autrement que comme des voyous, ni chercher à assurer la sécurité des Arabes. Le résultat, c'est que cette politique provocatrice a obtenu ce qu'on pouvait attendre : un des étudiants religieux a été poignardé par trois Palestiniens venus de la ville voisine de Jennine. Les meurtriers — à supposer que ce soient vraiment ceux-là — ont été arrêtés. Mais depuis, les Juifs d'extrême-droite n'ont cessé de faire monter la tension, en s'en prenant systématiquement aux Arabes jusqu'à l'explosion de la manifestation réclamant *"Mort aux Arabes !"*.

Bon nombre d'Israéliens, qui en d'autres circonstances avaient protesté et manifesté, contre les massacres de Sabra et Chatilah en particulier, ne se reconnaissent évidemment pas dans les manifestants anti-arabes de Jérusalem et les assimilent eux aussi à des pogromistes, à des nazis.

Il n'empêche que ces pogromistes juifs ne font que pousser jusqu'aux conséquences ultimes et logiques toute la politique sioniste de l'Etat d'Israël.

"Mort aux Arabes !", les manifestants ne l'ont que crié et cela a gêné les politiciens de gauche et de droite qui se partagent le pouvoir. Mais l'armée israélienne est passée aux actes à plusieurs reprises sur ordre de ces mêmes gouvernants.

André VICTOR

CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Une affaire peut cacher une autre affaire, qui peut cacher etc.

Rarement sans doute une affaire politico-judiciaire aura autant mérité son nom : un vrai *Carrefour*, puisque les accusations et les personnes impliquées s'entrecroisent, de la gauche à la droite ; et l'affaire est en plein *Développement*.

A l'origine, on s'en souvient encore, de l'argent avait disparu des caisses du ministère de la Coopération. Le ministre socialiste Christian Nucci se serait laissé escroquer par son homme à tout faire, Yves Chalier. Ensuite on apprenait que Nucci avait financé sa campagne électorale avec de l'argent destiné aux Africains. La gauche était mouillée et les copains politiques de Nucci passaient sur le trottoir d'en face quand ils le rencontraient.

Episode suivant, et concomitant : la fuite de Chalier à l'étranger et l'impuissance de la police à mettre la main dessus — mais les journalistes, eux, l'interviewaient sans problème.

Finalement, Chalier, apprenant — selon ses dires — qu'il aurait été manipulé par Delebois, un flic haut placé et protégé par la bande Pasqua-Pandraud, décide de rentrer, se constitue prisonnier et dénonce Delebois et les services secrets qui lui ont permis de s'enfuir à l'étranger. Coup dur pour la droite : c'est une affaire boomerang.

Delebois se met en congé ensuite, pour, dit-il, mieux assurer sa défense. Pandraud accepte cette mise en congé, qui est une démission déguisée.

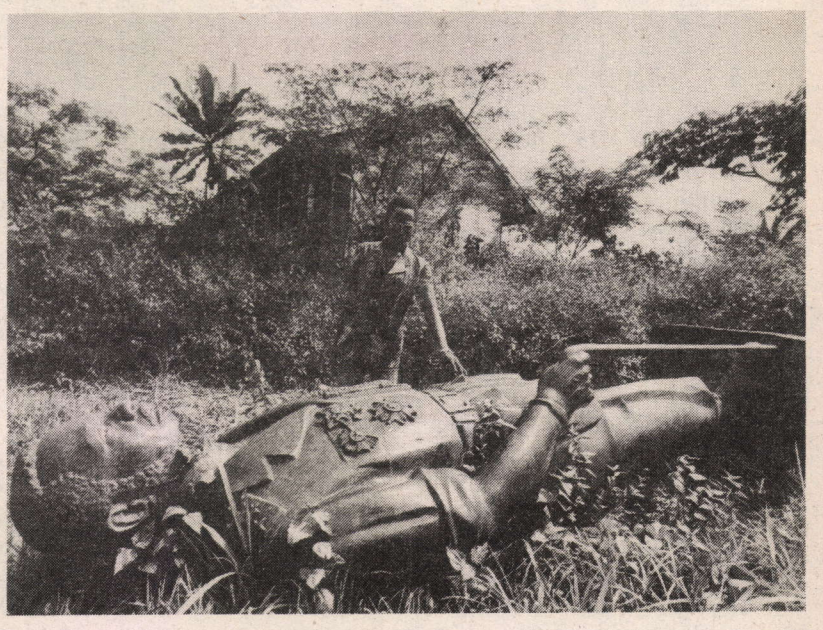
On en est donc à une affaire Nucci, une affaire Chalier, une affaire Delebois qui implique les services secrets français.

Et ça continue ! Le *Canard Enchaîné* révèle que, lors du sommet franco-africain du Bujumbura, les services secrets auraient reçu de grosses sommes pour protéger ledit sommet. Et deux des policiers auraient utilisé pour leur propre compte une partie de cet argent pour faire construire, à leur retour en France, des villas de deux cent millions de francs pour l'un et cent cinquante pour l'autre. Au moins, on voit où passe l'argent de nos impôts !

André VICTOR

PROCÈS BOKASSA

La justice en marche ... arrière



(AFP)

Le procès de Jean-Bedel Bokassa, qui devait primitivement s'ouvrir dans le vaste Palais des Sports de Bangui, ex-palais du couronnement de l'ex-empereur centrafricain, s'est tenu finalement dans une des salles du Palais de Justice, devant une assistance évidemment limitée.

Et puis, dès l'ouverture, il a été reporté au 15 décembre, à la demande de la défense et pour complément d'informations...

Le procès Bokassa gêne en fait beaucoup de monde, en Afrique et surtout en France, car ce guignol sanglant n'est pas venu au pouvoir tout seul. Cet homme, accusé entre autres d'avoir tué des enfants, a pu fréquenter les sommets de l'Etat français, Giscard d'Estaing et bien d'autres.

Alors, la justice centrafricaine va limiter le grand déballage . Elle a un bok sur la langue.

TOM-DOM

Le gouvernement prétend faire un budget social mais c'est l'austérité pour la population pauvre

L'Assemblée nationale examine cette semaine la loi-programme du gouvernement concernant les territoires et départements d'outre-mer. Le gouvernement prétend bien sûr qu'en proposant une loi-programme prévoyant sur cinq ans, d'ici 1991, 5 milliards d'investissements, il fait en faveur des TOM-DOM un effort exceptionnel et que cela devrait en principe permettre d'ici 1991 d'aligner la parité des prestations sociales de ces territoires et départements avec celles de la métropole. Car dans les TOM et DOM le SMIC est inférieur à celui de la métropole, et il n'y a pas d'allocations chômage, pour ne citer que les deux exemples les plus marquants.

Alors, on promet de corriger cela... dans les cinq ans. Les chômeurs, qui constituent 21,3 % de la population active en Guadeloupe, 25,9 % en Martinique, 28,2 % à La Réunion, n'auraient qu'à attendre 1991. A moins que d'ici là les montants des allocations chômage et autres prestations sociales en France métropolitaine même aient tellement diminué qu'il ne soit plus très difficile de réaliser la "parité". D'autant que d'ici cinq ans la situation économique de ces territoires et départements d'outre-mer risque bien de s'être encore aggravée, réduisant à néant les "améliorations" promises par la loi-programme.

Quand aux affirmations du gouvernement se vantant d'avoir augmenté de façon importante les crédits consacrés aux TOM-DOM dans le budget 1987, on s'aperçoit à y regarder de plus près que ce n'est qu'une façon de faire miroiter deux fois les mêmes maigres crédits. Nous publions à ce propos l'éditorial de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* du 15 novembre, qui met en lumière combien la prétendue augmentation du budget cache en fait une diminution des crédits alloués. Car dans ces dernières colonies françaises, tout comme en métropole, si ce n'est plus, pour la population l'heure est à l'austérité.

Augmentation du budget des DOM: de la mousse!

Comme chaque année, le budget des DOM qui vient d'être voté au Parlement est présenté comme un "bon budget". Il est d'un montant de 1,718 milliard.

Comme chaque année, les rapporteurs des commissions qui présentent ce budget insistent sur le fait qu'il est en augmentation très supérieure à celle des autres ministères, pour rattraper le retard qui existe entre les départements français et ceux des DOM.

Cette année, avec le gouvernement Chirac, il y aurait presque de quoi faire des bonds. Imaginez, on nous dit qu'il y a 25 % d'augmentation des crédits de paiements ; 50 % d'augmentation des autorisations de programme...

Bien sûr, le commun des mortels que nous sommes ne voit pas précisément à quoi ou à qui seront destinées ces sommes.

Mais 25 et 50 pour-cent d'augmentation d'une année sur l'autre, cela fait un bel effort.

On apprend quand même que, dans le budget 87, est prévu le financement d'une première tranche de l'exécution de la loi-programme du gouvernement Chirac-Pons, bien que celle-ci ne soit pas encore votée.

On peut noter ainsi une forte augmentation des crédits de l'ANT, qui doit favoriser le départ des jeunes Antillais vers la France pour acquérir "une véritable formation professionnelle". On apprend aussi que le FIDOM général, fonds d'investissement placé sous l'autorité du préfet, a été doublé au détriment de la part des fonds d'investissement alloués aux assemblées départementales et régionales.

Ce budget des DOM a été présenté comme traduisant la volonté du gouvernement de "faire de l'outre-mer une priorité". Il reflète surtout les orientations politiques, des hommes au pouvoir.

Pour les DOM en effet, malgré l'importance donnée localement au vote de ce budget, il représente une sorte de cagnote dans laquelle le gouvernement puise pour réaliser certains aspects spécifiques de sa politique. Il ne représente en effet qu'un quinzième de l'ensemble des dépenses de fonctionnement des autres ministères dans les DOM (environ 16 milliards de francs).

Ce sont donc surtout les effets de la politique budgétaire de rigueur puis d'austérité décidée par des gouvernements qui sont au service des capitalistes et des riches que ressentent les travailleurs dans leur vie quotidienne.

Cette politique, elle est menée depuis plusieurs années pour permettre aux privilégiés de maintenir leurs privilèges, de les accroître même, malgré la crise. A eux vont les subventions, les primes et autres détaxes ou mesures de défiscalisation.

La situation des travailleurs des DOM ou de France d'ailleurs, elle empire.

Ce ne sont pas les chiffres annoncés par la commission de finances de l'Assemblée nationale qui démentent cela.

En effet, elle notait que le chômage en Martinique était de 26 % et de 21 % en Guadeloupe, chiffres à majorer de 50 % pour être comparés valablement à ceux de la métropole (d'après le quotidien de Hersant, *France-Antilles*, du 10 novembre 1986). La même commission notait que depuis cinq ans les demandeurs d'emploi ont augmenté de 60 % en Guadeloupe et de 75 % en Martinique.

Plus que l'augmentation "exceptionnelle" du budget des DOM, ces chiffres donnent une idée des difficultés des travailleurs et de l'ensemble de la population pauvre, dans une société où l'argent retourne en définitive toujours dans les mêmes poches.

Patrons et gouvernement lèvent la barrière de la réduction des salaires : aux travailleurs de la leur faire baisser

Dans une récente "note de conjoncture" le CNPF, le syndicat patronal, affirme : *"A court terme il convient de contenir la consommation à un rythme compatible avec le nécessaire redressement de la balance commerciale par une politique salariale rigoureuse. (...) Les orientations actuelles sont favorables mais demandent à être renforcées significativement."*

Le gouvernement n'avait pas attendu que le CNPF rende publiques ses propres recommandations en matière de freinage des salaires. Chirac avait fait les siennes pour le secteur public le 12 novembre en s'adressant à ses ministres ayant la tutelle des entreprises dépendant de l'Etat. Pas plus de 3% d'augmentation "en masse", avait-il dit. Ce qui signifie qu'en y incluant les mesures catégorielles et le "GVT" (glissement vieillesse technicité) — qui ont pour but de comptabiliser une partie des augmentations précédentes d'une part, les promotions et l'ancienneté d'autre part, comme composantes de la hausse des salaires "en masse" — il ne restera plus que 0,8% d'augmentation à distribuer.

0,8%, alors que tout le monde prévoit, en constatant les dernières évolutions, un redémarrage important de l'inflation. Car, malgré la baisse du prix du pétrole de l'année dernière, la moyenne des prix a augmenté de plus de 2% officiellement. Et tous les économistes annoncent des hausses de prix supérieures l'an prochain. Sans compter qu'il vient d'être décidé en Conseil des ministres la suppression de l'ordonnace du 30 juin 1945 qui réglementait jusqu'alors le contrôle des prix, ce qui ne peut que laisser les mains encore plus libres aux capitalistes de la production et de la distribution.

Que pèseront les 0,8% auxquels le gouvernement veut limiter les hausses de salaires en 1987?

D'autant que les revenus moyens des travailleurs baissent. D'abord par le prélèvement supplémentaire du 0,7% pour la caisse vieillesse de la Sécurité sociale depuis le mois de juillet, qui n'a pas, pour la plupart des travailleurs, été compensé par un quelconque réajustement de salaire. Et les revenus se réduisent aussi pour de multiples raisons : les salaires d'embauche qui ne cessent de baisser, le nombre de "smicards" qui ne cesse d'augmenter. Il y a tous les travailleurs qui perdent un emploi et qui n'en retrouvent un autre qu'à une qualification plus basse et à un taux de salaire inférieur ; quand ils retrouvent un salaire régulier, ce qui n'est pas le cas pour de nombreux intérimaires ou de nombreux travailleurs à "contrat à durée déterminée". Sans même parler des chômeurs de longue durée.

Gattaz s'occupe de son futur successeur à la tête du CNPF... mais n'a pas oublié de conseiller officiellement les patrons sur la manière de freiner les salaires (photo AFP).

Les salaires diminuent, mais ce n'est pas parce que les entreprises se portent mal. Sinon, la Bourse ne continuerait pas son insolente ascension et les spéculteurs ne continueraient pas à s'en mettre plein les poches. Les salaires baissent parce que les capitalistes veulent s'assurer encore plus de profits, parce qu'ils veulent bénéficier à plein de la situation favorable sur le marché de la main-d'œuvre due au chômage, et parce qu'ils ont à leur service un gouvernement qui fait tout pour leur en donner la possibilité. Car non seulement le gouvernement donne l'exemple en matière de salaires dans les entreprises publiques, mais il fait tout pour édicter des lois contre tout ce qui ressemble à une protection sociale, contre tout ce qui empêche les travailleurs d'être amenés à accepter du travail à n'importe quel prix.

Les patrons, ces larrons qui s'en prennent sans gêne aux salaires des travailleurs, le font avec l'aide d'un gouvernement qui vole au-devant de leurs désirs et leur déblaie la voie. C'est pourquoi, pour faire reculer tous les patrons, c'est ce gouvernement et sa politique pourrie qu'il s'agit de faire reculer.

Louis GUILBERT

Le gouvernement contre la Sécurité sociale, et la protestation de la CGT

Jeudi 27 novembre, la CGT appelait à une journée d'action contre les mesures gouvernementales sur la Sécurité sociale.

Le gouvernement a en effet arrêté toute une série de mesures pour faire des économies, dans le budget de la Sécurité sociale, aux frais des salariés. Le forfait hospitalier, cette somme journalière que tout malade hospitalisé doit désormais payer pour acquitter sa "pension" à l'hôpital, passerait de 23 F à 25 F. Les maladies longues et coûteuses donnant droit à un remboursement à 100% sont revues et corrigées dans un sens restricitif. De même pour le calcul des indemnités journalières, dont la période de référence se fera sur les trois mois précédents et non sur le dernier mois. Et mesquinerie oblige, il faudra dorénavant affranchir tout son courrier à la Sécurité sociale. Le remboursement des médicaments dits "de confort" doit être revu et les vitamines (sauf la B12 et D) ne seront plus remboursées. Le remboursement à 100% après un arrêt de travail de trois mois est supprimé. Et comme tout est bon pour récupérer de l'argent sur le dos des assurés, Philippe Séguin a ajouté une mesure bien crasseuse, mais qui devrait rapporter 500 millions : l'estampillage des vignettes des médicaments achetés sans ordonnance, afin qu'on ne puisse pas, en se les faisant prescrire par un médecin ultérieurement, prétendre à un remboursement.

Cet ensemble de mesures contre les assurés devrait faire un total de 9 milliards d'économies. 9 milliards pour que le régime des salariés continue à éponger le déficit des autres régimes. 9 milliards pour que les trusts de la chimie et de la pharmacie continuent à amasser d'immenses profits grâce à la Sécurité sociale. 9 milliards pour que le gouvernement fasse subventionner les hôpitaux par la Sécurité sociale, préférant consacrer l'argent des contribuables à l'armée. 9 milliards pour compenser toutes les pertes dues au chômage dont les travailleurs sont les victimes et non les responsables.

Alors oui, il y avait de quoi avoir envie de protester, et ceux qui l'ont fait avec la CGT ne manquaient pas de raisons pour le faire.

A.F.

HLM : Hausse des loyers pas modérée

Le président de la Fédération nationale des sociétés anonymes d'HLM (qui gèrent 1.200.000 logements locatifs dans le pays) a déclaré que, avec la liberté des loyers accordée par la loi Méhaignerie, la hausse moyenne des loyers HLM sera d'environ 50% supérieure à l'inflation. Et encore, d'après lui, les locataires s'en tirent à bon compte parce que le gouvernement n'a accordé aux loyers qu'une "liberté surveillée". Ce que ce monsieur juge d'ailleurs insuffisant : il aurait préféré que le gouvernement ait encore la main plus lourde !

Bien des appartements en HLM sont déjà vides parce que trop chers : les locataires, souvent chômeurs, ne pouvant plus payer.

Alors l'avenir, c'est quoi ? Les HLM déserts et tous les habitants à la rue ?

Qui laisse ses dettes s'enrichit

Avant 1981, les banques Worms et Rothschild étaient des banques privées dans lesquelles leurs propriétaires avaient d'autant plus concentré leurs mauvaises affaires qu'ils les savaient promises à la nationalisation.

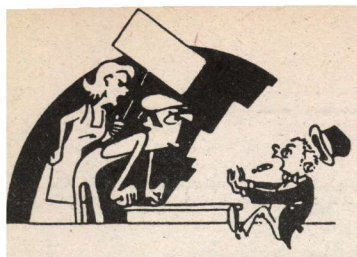
En échange de ces banques boîteuses, la gauche avait donné du bon argent frais à Rothschild et à Messieurs Worms. La droite vient de leur redonner le droit d'utiliser leur nom dans leurs nouvelles affaires ; ce qui veut dire que la Banque Worms nationalisée devra changer de nom.

De ces banquiers, l'Etat n'aura vraiment gardé que les dettes... Les Worms et les Rothschild n'ont d'ailleurs surtout pas demandé la dénationalisation de leurs anciennes possessions !

Les patrons renifleurs

Les capitalistes, qui ont du nez et de l'argent en-veux-tu-en-voilà, s'intéressent beaucoup, d'après *Le Figaro,* aux parfums. C'est ainsi que le fabricant de bagages de luxe Vuitton vient de mettre la main sur Givenchy et que le groupe italien de Carlo de Benedetti a acheté une partie des actions de Saint-Laurent.

Par ailleurs, c'est dans les vignobles du Bordelais que d'autres, comme les Assurances Générales de France, mettent leur argent. Il faut donc croire que s'il y a un secteur où les capitalistes n'hésitent pas à investir, c'est celui des produits de luxe. La richesse des riches, eux, ils y croient. Et ils sont convaincus que ça va durer.



Un gouvernement à licencier sans procédure

La phase finale du remaniement des procédures de licenciement a été entamée avec l'acceptation par le dernier Conseil des ministres d'un projet de loi qui doit être applicable au 1er janvier 1987. On se rappelle qu'en juillet dernier, le Parlement avait voté la suppression de l'autorisation administrative, préalable qui obligeait les employeurs à attendre le feu vert des inspecteurs du travail pour pouvoir licencier pour motif économique.

Le gouvernement, par la voix du ministre des Affaires sociales Philippe Séguin, avait alors mis en route une négociation entre patronat et syndicats pour définir les modalités de licenciement par voie conventionnelle. Non seulement les syndicats étaient allés s'asseoir à la table des négociations, acceptant de discuter comment les patrons pourraient licencier les travailleurs, mais il s'en était trouvé parmi eux pour aller jusqu'à signer un accord, à savoir la CFDT, la CFTC et FO. Ils avaient tenté de se justifier en prétextant que l'accord comprenait l'extension aux petites entreprises de la possibilité d'accès aux préretraites et de la possibilité d'accès à 5 mois de stages de reconversion à 70 % du salaire. Le tout étant financé par les caisses de chômage, l'Etat et les salariés pour l'essentiel, et pratiquement pas par les patrons eux-mêmes. Les stages de reconversion, par exemple, annulant les indemnités de préavis.

Le projet de loi reprend les termes de l'accord en gros, tout en précisant certaines de ses modalités. Un autre différend avait surgi entre le gouvernement et les syndicats à propos de la réforme des tribunaux de prud'hommes. Car le recours administratif contre les licenciements étant annulé, le seul recours restant est celui des tribunaux de prud'hommes. Et si ne serait-ce qu'une fraction des licenciés faisait appel à leurs services, alors qu'ils sont déjà engorgés, et que l'on doit déjà attendre de longs mois avant de pouvoir passer, ils risquaient d'être complètement embouteillés, voire complètement bloqués.

Le président de la CFTC avec Philippe Séguin, le ministre des Affaires sociales et de l'Emploi : la CFTC avait accepté, avec la CFDT et FO, de "signer" l'accord avalisant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. (photo AFP).

Le gouvernement voulait donc créer une nouvelle procédure aux Prud'hommes, supprimant la conciliation et créant une section spéciale réservée aux licenciements. Celle-ci risque fort de n'être qu'une chambre d'enregistrement. Devant les protestations syndicales le gouvernement a proposé d'abord de séparer le projet de réforme des Prud'hommes de celui des procédures de licenciement, et d'instaurer autant de chambres spécialisées pour les licenciements qu'il y a de sections différentes aux Prud'hommes (soit cinq : industrie, commerce, agriculture, activités diverses et cadres). Cela tout en maintenant la conciliation. Ce qui ne donne aucune garantie et n'est destiné qu'à faire passer le projet sur les licenciements.

La droite qui, à ses électeurs de petits ou grands bourgeois, avait promis plus de rigueur contre les travailleurs, mène ainsi sa politique du haut du gouvernement. Avec sa loi sur les procédures de licenciement, comme avec bien d'autres, elle continue l'offensive anti-ouvrière. Sa démagogie se transforme sans cesse en nouvelles lois, accumulant, avec ses sales coups, les raisons pour les travailleurs de passer de la résignation à la colère.

Que celle-ci éclate, et on verra bien alors si les lois du gouvernement résistent longtemps à la loi du nombre.

Louis GUILBERT

ERMONT LORETTE (Loire) :

Les directeurs nouveaux sont arrivés A quand leur départ ?

L'entreprise Ermont S.A. à Lorette (Loire), où 200 personnes travaillent à la production de matériel de revêtement de route, est en redressement judiciaire depuis le 8 octobre 1986. L'administrateur judiciaire a entériné la nomination d'un directeur de l'entreprise, qui a délégué, la semaine dernière, ses pouvoirs sur place à un directeur technique, responsable d'un cabinet spécialisé dans ce genre d'opérations.

Ce dernier, recevant les cadres et les syndicats les 13 et 14 novembre, a tenu le langage de la fermeté : *"Pendant des mois,* a-t-il dit en parlant des travailleurs, *chaque matin en vous levant pour aller au travail, vous pouviez vous dire que vous alliez faire perdre de l'argent à l'usine"*. Ou encore, parlant aux syndicats : *"Les licenciements, ce n'est jamais agréable. Je vous comprends, mais si j'ai des bâtons dans les roues, je ferme l'entreprise"*.

Ces propos ont plutôt choqué dans l'entreprise. Aussi les travailleurs ont-ils bien accueilli le mot d'ordre de trois heures de grève lancé par l'intersyndicale pour le vendredi 21 novembre.

Puisque la maîtrise cherchait à nous diviser en disant à certaines personnes : *"Vous, vous ne serez pas sur la liste"*, les syndicats préparaient un formulaire que chaque travailleur qu'on cherchait ainsi à rassurer demanderait à son chef de signer : ce texte était l'engagement du chef à verser une rente mensuelle équivalant au salaire en cas de licenciement...

Ensuite l'intersyndicale proposait de soumettre à l'assemblée générale une motion de licenciement des deux directeurs d'Ermont, licenciement justifié par *"leur laxisme face aux problèmes de gestion qui a mis l'entreprise en péril et révélé leur incompétence"*.

Le vendredi 21, quasiment tout le personnel présent à l'usine se retrouvait à l'assemblée générale à 9 h et votait la grève jusqu'à midi. Sur les 130 personnes présentes, il n'y eut que 15 voix contre et 5 abstentions. Lorsqu'on soumit le licenciement des deux directeurs au vote, tout le monde était pour, sauf cinq abstentions, dont celle d'un cadre disant : *"Je ne vote le licenciement de personne. S'ils sont responsables, qu'ils démissionnent"*. Ensuite, presque tout le monde monta dans les bureaux du directeur technique : *"Ce n'est pas nous les responsables : pourquoi ce serait nous les licenciés ?" "Pourquoi est-ce nous qui payerions les pots que d'autres ont cassés ?"* Ce directeur confirma qu'il comptait opérer des licenciements.

Tout le monde se retrouva dans la cour à la fin du débrayage. Un militant syndical proposa qu'on décide tous ensemble de la suite à donner à l'action et notamment de s'adresser aux autres travailleurs d'Ermont. Les autres responsables syndicaux ne l'entendaient pas ainsi et firent adopter le principe de s'en remettre à l'intersyndicale. Ils craignaient d'être débordés. Mais s'il y a bien quelque chose qui pourrait faire peur aux patrons, c'est de voir un mouvement qui sorte des traditionnels cadres syndicaux, où les travailleurs du rang prennent leurs affaires en main.

Correspondant LO

RATP (Montrouge) :

Les machinistes font faire marche-arrière à la direction

La semaine dernière nous faisions état d'un mouvement qui a démarré au dépôt de Montrouge à la suite d'un projet de la direction d'un nouveau système d'horaires. Ce projet faisait que beaucoup de machinistes allaient se retrouver dans les semaines qui viennent à ne connaître leurs horaires que la veille pour le lendemain.

Les travailleurs ont fait quatre jours de débrayages et sont allés à deux reprises nombreux au siège de la RATP, quai des Grands-Augustins. Ils ont eu gain de cause comme on peut le voir dans ces extraits du bulletin Lutte Ouvrière de la RATP-Réseau Routier du 25 novembre.

LA GREVE A MONTROUGE : NOTRE MEILLEURE ARME

Normalement, il ne devrait plus y avoir de services de nuit sortis des TM ni à Montrouge ni aux Lilas.

Oui, la direction a reculé sur cette question. (...) Ce qu'elle a craint, c'est notre colère, notre détermination. Elle a craint à partir de Montrouge une expansion possible sur d'autres dépôts, et sur d'autres questions aussi. Et c'est pourquoi elle a préféré retirer son projet, même si elle l'a fait de façon à ne pas perdre la face.

Mais il nous faut continuer à rester vigilants, car la direction — comme elle le laisse d'ores et déjà entendre d'ailleurs — peut ressortir son projet, sous une autre forme, ou dans d'autres dépôts avant de nous le resservir.

Alors restons sur nos gardes et souvenons-nous que ces 4 jours de débrayages lui ont fait peur, plus que n'importe quelle pétition.

C'est le seul langage qu'elle ait compris. C'est aussi le seul qu'elle comprendra dans l'avenir.

COMME C'EST BIEN DIT !

Pour la direction, quand plusieurs dizaines de voitures rentrent au dépôt le matin et autant l'après-midi dans un concert de klaxons, quand on se retrouve deux fois à plus d'une centaine pour faire une descente aux Grands-Augustins, et que tout cela dure quatre jours, il s'agit là... *"d'un certain nombre de difficultés d'application" !*

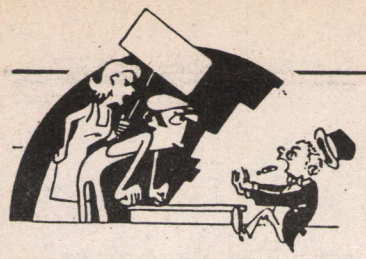
Ce genre de gens, quand on leur dit merde, ils traduisent qu'ils ont cru déceler une légère désapprobation de notre part !

Enfin, si ça leur fait plaisir !

SAUF VOTRE RESPECT !

Mercredi 19, aux Grands-Augustins, Bourgoin nous a répété qu'il avait trop de respect pour les organisations syndicales pour discuter directement avec nous, simples machinistes ! Si on comprend bien, il a trop de respect pour les syndicats... pour en avoir pour les travailleurs !

N'empêche que c'est bien nous qu'il a fini par respecter le plus, dût-il en attraper une jaunisse.



GENERAL MOTORS (Strasbourg) :

La mobilisation contre les menaces de licenciements

Depuis jeudi 20 novembre, 350 ouvriers de General Motors à Strasbourg sont au chômage pour 4 semaines.

Un peu avant l'annonce du chômage par la direction, 250 ouvriers sur les mille huit cents de l'usine s'étaient réunis en assemblée, appelés par les élus du Comité d'établissement. Le sentiment dominant était plus l'inquiétude que la volonté d'empêcher la direction de préparer des licenciements.

Dans certains secteurs où des dizaines d'ouvriers ont été mis au chômage, les cadences s'accélèrent et certains chefs en sont à se plaindre qu'il "n'y a plus assez de personnel". Un comble !

Le 20 novembre, 1er jour sans travail, une dizaine de travailleurs avaient appelé à une réunion. Leur tract était signé : *"Des travailleurs qui ne veulent pas se laisser faire"*. Il avait été distribué par quelques non-syndiqués, et quelques militants syndicalistes de la CGT et de FO. A cette première réunion, 70 ouvriers sont venus et, parmi eux, quelques non-chômeurs. Les ouvriers réunis ont discuté des revendications à mettre en avant : la garantie totale du salaire, quel que soit le niveau de la production ; le maintien de tout le personnel à l'effectif ; le maintien de tous les avantages acquis ; l'abrogation des lois qui permettent aux patrons de licencier ; l'abrogation des lois qui permettent aux patrons de payer des jeunes avec un demi-salaire pour un travail à temps plein ; l'abrogation des lois sur la flexibilité ; etc.

Les responsables des trois syndicats de l'entreprise, CGT, CFDT, FO, présents à l'assemblée, ont déclaré qu'ils soutenaient l'action entreprise par les ouvriers.

Les travailleurs qui se sont réunis voyaient bien qu'il n'y avait pas pour l'instant de mouvement de colère ni de protestation. Quelques dizaines d'entre eux ont néanmoins eu envie d'aller discuter avec leurs camarades et avec les ouvriers d'autres usines de la ville, également menacés de licenciement.

Le lendemain, une douzaine d'entre eux sont allés voir des travailleurs de Huron, une entreprise de machines-outils qui, après avoir déposé son bilan fin septembre, laisse planer la menace de licencier la moitié des 800 travailleurs de l'entreprise.

Le lundi 24, une trentaine d'ouvriers se sont à nouveau réunis.

Après discussion, ils ont décidé de se constituer en "Comité ouvrier de défense" et de participer à Strasbourg le 27 novembre à une manifestation appelée au départ par tous les syndicats, sauf la CGT, en vue de faire pression sur les élus et le gouvernement afin qu'ils "reconstruisent l'industrie alsacienne" et obtiennent la création d'emplois en Alsace.

Les présents à l'assemblée du lundi 24, dont une majorité se composait de non-syndiqués, ont décidé d'afficher leur appel à la manifestation en leurs propres termes dans leur quartier et d'y appeler leur famille et leurs amis. Certains ont proposé d'appeler également les jeunes des lycées professionnels.

Le mardi, lors de leur réunion de travail où ils ont confectionné leurs banderoles pour la manifestation, ils ont rédigé un appel à la grève, soutenus par les syndicats CGT, CFDT et FO.

Heureuse coïncidence : la manifestation syndicale du 27 novembre à laquelle appellent entre autres les travailleurs de General Motors mis au chômage, doit se dérouler au même endroit et à la même heure que la manifestation des étudiants et des lycéens de la ville.

Correspondant LO

GARE SNCF (Chambéry) :

La direction bloque.. nous trinquons

La gare de Chambéry est en cours de rénovation et, pour permettre son extension, l'ancienne cantine doit être rasée. Or en ce moment les travaux sont bloqués. Cela à cause d'un litige entre la direction et le Comité d'établissement qui gère la cantine. La nouvelle cantine est pourtant prête à ouvrir ses portes, mais voilà, la SNCF ne veut débloquer des crédits que pour subventionner les repas. Elle estime que les frais d'entretien, chauffage, réparation du matériel, etc. doivent incomber au CE et aux autres administrations qui auront accès à la cantine.

Le CE de la SNCF refuse d'assumer ces frais car cela l'obligerait à doubler le prix du repas.

Alors la SNCF, qui il y a quelques mois avait payé les entreprises pour qu'elles accélèrent les travaux de rénovation, préfère les payer à nouveau, mais cette fois pour les indemniser à cause des travaux stoppés.

Si la SNCF veut qu'on paye nos repas deux fois plus cher, qu'elle double nos salaires ! Quant aux syndicalistes qui veulent jouer les gestionnaires à travers les Comités d'entreprise, s'ils ne tiennent pas à subir le discrédit d'une éventuelle augmentation du prix de la soupe, qu'ils s'occupent donc plutôt de la lutte revendicative et qu'ils laissent les œuvres sociales à la SNCF.

Correspondant LO

Encore un accident mortel à la SNCF

Vendredi 14 novembre, un conducteur de train du dépôt de Grenoble qui venait de garer son train au triage de La Guillotière, à Lyon, et qui voulait jeter un coup d'œil à sa batterie, a été happé par un autre train qui arrivait sur la voie contiguë. Il est mort. Il était père de trois enfants.

C'est le deuxième accident mortel à la SNCF dans la région de Chambéry depuis le début de l'année.

Le premier a eu lieu à Modane, sur les voies. Un agent de la voie allant chercher des outils a été renversé et transporté sur 200 mètres par une locomotive qui roulait très lentement. Mais le conducteur ne l'a pas vu, car le cheminot avançait dans un virage.

Deux accidents mortels depuis le début de l'année dans la région, c'est deux de trop. Mais la SNCF se moque de notre sécurité.

Correspondant LO

Un patron c'est un patron

Ça s'engueule pour la présidence du CNPF qui sera attribuée le 16 décembre. Apparemment les gros patrons préfèrent Périgot, le maigre ; et les petits patrons préféreraient le gros Chotard.

Quant à Action Directe, comme d'habitude, ils préfèrent les gros, plus faciles à viser.

MAGASINS "RAVI" (Montbéliard) :

Pas si ravi que ça

Dans les "Ravi", magasins à succursales de la région de Montbéliard, rachetés par Casino, c'est pas la joie.

Les gérants de ces magasins sont triés sur le volet : plus ils ressemblent aux gardes-chiourme des camps de travail, mieux ça vaut.

Tout d'abord, ils se sont occupés du personnel : nœud papillon et chemise blanche pour les chefs de rayon (poissons, légumes...) ; chemise, cravate pour les magasiniers qui trimballent des caisses à longueur de journée ; port du bouc interdit, moustache tolérée ; maquillage léger, coiffure stricte pour les femmes ; pas de familiarité entre les membres du personnel (une bise à une copine le matin, interdit !) ; ne pas parler aux clients, sauf évidemment s'ils vous adressent la parole, sinon vous seriez impolis ; pas de retard toléré à l'arrivée ; par contre les heures de sortie sont élastiques : tout le travail de rangement se fait après 19 h, sans rémunération, évidemment...

Les employés du "Ravi" ne sont pas contents ? C'est la porte. Tous les moyens sont bons pour dégoûter les gens de travailler. Ça arrange d'ailleurs la direction des magasins, qui aimerait bien faire faire plus de travail avec moins de personnel. Rentabilité oblige, là comme dans les autres entreprises.

On voudrait faire du personnel des serviteurs qui obéissent au doigt et à l'œil. Mais que dire des gérants, déjà à genoux devant la direction et qui rampe-ront lorsqu'on le leur demandera ?

Correspondant LO

échos des entreprises

Nous n'avons rien à gagner

Entre octobre 1985 et octobre 1986, le salaire d'embauche des employés a baissé de 100 à 700 F, selon les catégories.

Les embauchés 1986 touchent donc moins que s'ils avaient été recrutés en 1985, ils ont un emploi précaire et ne perçoivent pas la prime de gestion, soit sur l'année une perte d'un mois et demi de salaire.

Ainsi les écarts se creusent, les salaires se tassent et ce sont encore les plus mal payés que sont le plus pénalisés.

C'est ça aussi, la nouvelle convention d'entreprise.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Groupe Malakoff

De quoi sourire gentiment

Essayer de sensibiliser les gens sur les dangers de l'alcool, comme l'ont fait les médecins à la cantine mardi, pourquoi pas ? Mais où ça devient un peu burlesque, c'est le fait d'avoir supprimé tout le vin le mardi, et le mercredi de voir fleurir l'affiche : *"Demandez le beaujolais"*, *"5 F le pichet"*. Cela devrait s'inscrire dans la campagne : *"Zéro verre, ça ne va pas ; alors 3 verres... bonjour le beaujolais"*.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Chèques Postaux
La Source - Orléans

"Afin que nul n'oublie"

"L'itinéraire d'un anticolonialiste" de Gaston Donnat

Voilà un livre dont la lecture est extrêmement instructive pour tous ceux qui s'intéressent à la politique menée par le PCF en direction des colonies de l'impérialisme français, et qui voudraient mieux connaître les militants qui en assumèrent la responsabilité "sur le terrain".

Il s'agit en effet de l'autobiographie d'un militant Gaston Donnat, qui eut des responsabilités dans le PC, et qui pendant la majeure partie de sa vie milita en Afrique, spécialement en Algérie et au Cameroun.

C'est en Algérie, où il débarqua en 1931, à l'âge de 18 ans, et où il suivit les cours de l'Ecole Normale d'instituteurs de Bouzaréa, que Donnat prit conscience de l'oppression coloniale. Rapidement, il adhéra au Parti Communiste, c'est-à-dire en l'occurrence à la "section algérienne du PCF" — laquelle, composée principalement d'Européens, "pieds noirs" pauvres d'origines française ou espagnole, mais aussi de quelques Algériens attirés par le prestige de la révolution russe, n'était pas négligeable. L'action de Donnat s'orienta surtout vers les travailleurs algériens, à travers son métier d'instituteur dans les villages. Lors de son service militaire, il continua son agitation parmi les apprentis-marins algériens. En parlant de cette activité, il écrit : *"Les communistes ont été à l'avant-garde, à cette époque, de la lutte pour l'indépendance. Ils avaient au cœur une foi absolue dans la possibilité d'une fraternisation de tous les habitants de l'Algérie, dès lors que la cause fondamentale des divisions raciales et sociales aurait été éliminée"*.

De fait, on vit les travailleurs français et algériens, dockers, cheminots, etc..., défiler mêlés dans le cortège du 12 février 1934, ce qui ne s'était jamais vu. Seulement, cette combativité, cette solidarité de classe, c'est dans la politique de Front Populaire qu'elle fut dévoyée, en Algérie aussi, au profit de la bourgeoisie impérialiste française. Le gouvernement de Front Populaire réprima le mouvement nationaliste. Et pour le PC, réclamer l'indépendance, ce fut faire le jeu de Hitler, du fascisme.

Gaston Donnat ne formule aucune critique claire de la politique chauvine du PCF dans ces circonstances. Cependant, dans les années qui suivirent, il prit du champ par rapport à lui ; il avait été fortement déçu. Qui plus est, Donnat n'est pas, quant à lui, un chauvin, et il raconte qu'avec ses camarades de clandestinité, pendant la guerre, il fut profondément choqué de découvrir dans la presse de son Parti l'emploi du terme de "Boche" pour désigner les Allemands : *"... Nous n'admettions pas que l'on confonde le peuple allemand avec les nazis... les ouvriers allemands étaient nos frères ; nous pensions à Thaelmann, à Rosa Luxembourg et à Karl Liebknecht, à nos camarades communistes allemands"*. Un responsable entreprit de les ramener à "des réalités plus objectives", comme dit Donnat : *"Pour l'instant, c'était la guerre. Il fallait trouver des incitations mobilisatrices au niveau des masses telles qu'elles étaient..."* ... et cela en Algérie, où les masses avaient en effet à souffrir d'une occupation, mais bien française !

Gaston Donnat était convaincu que la victoire sur le nazisme allait être suivie d'une autre, sur le colonialisme. Il demande à être envoyé comme instituteur au Cameroun, dans l'intention d'y prendre part à ce combat. Dès son arrivée, en avril 1944, il chercha à contacter les Africains qui se dressaient contre le colonialisme. Et c'est ainsi qu'il fonda, dans des conditions de clandestinité qu'il décrit de manière détaillée, un "cercle d'études marxistes" à Yaoundé. Parmi ceux qui participèrent à ce Cercle, il y avait Ruben Oum Nyobé, le futur dirigeant de l'Union des Populations du Cameroun, l'UPC dont Donnat reçut d'ailleurs la carte d'adhérent n° 1. Ensemble, ils créèrent l'Union des syndicats du Cameroun, dont Donnat fut le premier secrétaire, syndicats qui furent bien vite confrontés à une situation explosive (Ruben fut assassiné en 1958, par des gendarmes français).

Après le soulèvement de Sétif, en mai 1945, des combattants algériens se rendent, les armes à la main. Le PCF participait au gouvernement responsable de la répression. Les nationalistes algériens sauront le rappeler aux militants communistes...

Donnat, pour sa part, quitta le Cameroun en 1948, ayant comme il dit *"assuré sa propre relève"*. La direction du PCF l'appela alors à Paris pour être l'un de ses représentants à l'assemblée de "l'Union française", cadre néo-colonial par lequel les dirigeants de l'impérialisme français tentèrent pendant un temps, en y associant des notables africains, de différer les indépendances devenues inéluctables.

Donnat le dit lui-même, ce fut loin d'être la meilleure période de sa vie...

La politique du PCF pendant la période 1944-1947, en tant que membre du gouvernement à l'heure de la répression en Algérie, en Indochine, à Madagascar, a visiblement embarrassé, et embarrasse toujours, apparemment, le sincère militant anticolonialiste que Gaston Donnat se veut. Il n'analyse pas cette politique et ne la condamne nulle part explicitement, mais les massacres du Constantinois en mai 1945 lui sont restés, si on ose dire, "en travers de la gorge" : aux militants algériens qu'il rencontrait — et dont il se sentait très proche — et qui rendaient le PCF responsable au même titre que les autres partis français, Donnat n'avait rien à répondre...

Dès son retour en Algérie en 1952, il dut se résoudre à constater que le PC (devenu Parti Communiste Algérien, PCA) était totalement déconsidéré aux yeux des masses algériennes. Toute l'activité des militants comme lui, ou comme les membres de sa belle-famille, les Caracéna, ne suffit pas à regagner leur confiance. C'est au naufrage politique du PCA qu'il assista. Bien des militants algériens du PCA suivirent alors les nationalistes. Et du côté des militants d'origine européenne, il s'en trouva pour rejoindre l'OAS..

Quelques fidèles, tels que Donnat, tentèrent bien de prendre le train en marche en créant des "maquis communistes" : telle que Donnat la décrit, cette tentative fut non seulement éphémère (le FLN ne la toléra pas) mais aussi, bien dérisoire. Désorientés, sans politique ni perspectives, Donnat et une poignée d'autres se bornèrent finalement à apporter une aide subalterne au FLN : c'est tout le rôle auquel la politique du PCF réduisit des hommes et des femmes qui avaient donné maintes preuves de leur courage, de leur valeur militante et de leur idéal internationaliste.

Le capital de confiance non négligeable qu'ils avaient su acquérir auprès de certaines couches de la population travailleuse, la politique du PCF le brada, pour quelques postes ministériels d'abord, et plus généralement par esprit de responsabilité envers la bourgeoisie et l'impérialisme français. En lisant ce témoignage, on ne peut manquer de se dire que ces militants auraient mérité mieux qu'un tel gâchis.

Ceci dit, et malgré tout, Donnat assume cette politique. Même s'il semble avoir agi bien souvent de sa seule initiative, il est solidaire du Parti, de sa direction ; il tente de justifier le "rôle historique" que le PCF aurait joué dans la lutte des peuples coloniaux. Quand cela devient par trop difficile, au vu de son propre récit, en tout cas à partir du Front Populaire, il se réfugie derrière son "manque de formation" qui l'empêcherait de toujours bien comprendre les raisons de la ligne du Parti, ou son manque d'informations qui ne lui aurait pas permis, par exemple, de juger de la nature véritable du régime d'un Sékou Touré...

Pourtant, les déclarations d'orthodoxie de Gaston Donnat, comme ses excuses de mauvaise foi, apparaissent le plus souvent comme "plaquées" par rapport à ce qu'il raconte lui-même. Et il raconte bien : avec beaucoup de détails concrets, vivants, et une masse d'informations, de première main en quelque sorte. Cela n'a rien à voir avec les assommants panégyriques de la politique du Parti de la plupart des auteurs staliniens. La sincérité du combat et des aspirations de Gaston Donnat rend son témoignage, écrit dans un style très simple et plein de chaleur, tout à fait intéressant.

Daniel MESCLA

Afin que nul n'oublie *de Gaston Donnat — Ed. L'Harmattan — 150 F.*

L'auteur dénonce l'exploitation des fellahs par les colons européens.

"Cette mystérieuse section coloniale"

"Le PCF et les colonies (1920-1962)"

L'objet de ce livre, écrit par un journaliste de *L'Humanité,* est de prouver que le PCF, et en particulier sa "section coloniale", ont toujours été à l'avant-garde du combat contre le colonialisme. On peut donc le lire si on veut connaître cette version officielle du PCF ; ou si on veut savoir comment, sous une plume stalinienne, discours de Thorez, Duclos et Cachin à l'appui, cette thèse devient compatible avec la réalité de la participation de ministres communistes dans des gouvernements qui organisèrent les sanglantes répressions de l'après-guerre en Algérie, en Indochine, à Madagascar ; ou encore avec le vote de confiance des ministres communistes, le 22 mars 1947, sur la politique en Indochine du gouvernement d'alors ; ou avec le vote des "pouvoirs spéciaux" au gouvernement Guy Mollet en 1956.

La vérité historique est certes bien loin d'y trouver son compte. En outre, c'est un fastidieux catalogue de noms, d'organismes, d'institutions... faute de quoi sans doute la direction du PCF n'aurait guère trouvé matière à remplir un dossier d'auto-justification dans ce domaine.

D.M.

Cette mystérieuse section coloniale. Le PCF et les colonies (1920-1962), *par Pierre Durand, aux éditions Messidor, 110 F.*

films

"La vérification" d'Alexeï Guerman

C'est seulement cette année, quinze ans après sa réalisation, que les autorités soviétiques ont autorisé la projection de ce film, le premier du metteur en scène soviétique Alexei Guerman, aujourd'hui plus ou moins rentré en grâce.

Alexei Guerman retrace, d'après les carnets de guerre de son père, un épisode de la lutte des partisans dans la partie de la Russie occupée par les troupes nazies en 1941.

Un sergent russe, fait prisonnier par les Allemands, s'est laissé enrôler dans l'armée Vlassov, composée de troupes russes se battant sous l'uniforme allemand. Ne pouvant supporter d'être passé dans l'autre camp, il rejoint un groupe de partisans qui se demandent qu'en faire : le fusiller, ou l'admettre dans leurs rangs. Pour "vérifier" sa bonne foi (d'où le titre du film), ils lui demandent de faire ses preuves : être le maître d'œuvre d'une opération risquée...

Ce n'est pas par hasard que ce film a été interdit pendant si longtemps. Car il décrit une réalité beaucoup plus nuancée que les images d'Epinal montrées d'habitude par les films de guerre soviétiques. Il montre, par exemple, une population certes accablée par les exactions nazies, mais tout autant désespérée par les actions des partisans qui entraînent des représailles atroces. Tout le monde n'était pas résistant, loin de là !

Le film pose aussi le problème de la responsabilité de Staline dans la débâcle de l'Armée Rouge en 1941. Au chef des partisans qui lui reproche d'avoir préféré, à la mort, l'enrôlement chez les nazis, le héros du film répond : *"Mais qui les a laissés entrer ?"*

En filigrane derrière ce genre de scènes, il y a le problème de centaines de milliers de soldats qui, capturés lors de l'avance de l'armée allemande, se retrouvèrent après la guerre (ou parfois pendant, lorsqu'ils s'échappèrent), envoyés vers les camps de Staline. Ils étaient suspectés, à priori, de s'être laissés prendre tout comme, même si ce fut d'une manière moins systématique, les populations de l'URSS occidentale occupée par l'armée allemande, étaient suspectées d'avoir pour le moins toléré l'avancée militaire allemande. C'était une manière pour le régime stalinien de nier ses propres responsabilités dans la débâcle, nier l'impréparation de l'armée, et l'incapacité du pouvoir à faire face, et à les rejeter sur tous ceux, soldats désemparés, femmes misérables, jeune affamés, qui avaient à subir directement le poids de l'occupation allemande.

Ces "traîtres" sont montrés, dans le film, comme de braves gens, peut-être un peu faibles de caractère, mais qu'on peut comprendre...

Voilà donc un film, assez bien fait pour se laisser voir avec agrément, qui se présente comme un film de guerre classique, exaltant les vertus patriotiques, mais aussi l'humanité d'un petit milicien devenu le chef d'un groupe de partisans (en l'opposant, soit dit en passant, à un commandant plus gradé que lui et borné). Mais un film qu'on imagine bien représenter pour l'URSS le même genre de remise en cause des vérités officielles que *Le Chagrin et la Pitié* (un film qui montrait qu'en France, la presque totalité des gens avaient été passivement au moins, plutôt "collaborateurs" que "résistants"), a pu le faire en France...

Sylvie FRIEDMAN.

"La dernière image" de Lakhdar Hamina

Lakhdar-Hamina, l'auteur du *Vent des Aurès* et de *Chronique des années de braise,* films qui avaient pour thème la guerre d'Algérie, fait resurgir dans un film d'un tout autre genre, l'Algérie de son enfance, celle de 1939. Si pour les adultes, ce fut l'année du craquement mondial, pour Mouloud, jeune algérien d'une dizaine d'années, ce fut celle de l'arrivée de Mademoiselle Boyer la nouvelle institutrice sortie fraîche émoulue d'une Ecole Normale de la "France métropolitaine", pour venir occuper son premier poste dans une petite ville du sud de l'Algérie.

Le film fait revivre l'émoi que fit naître dans le cœur de Mouloud — et de beaucoup d'autres — cette jeune femme, qui découvre ce pays sans préjugés et sans haine et cherche à tisser des liens tout simplement humains, avec ceux qui l'habitent.

Mais, au-delà de l'anecdote amoureuse, Mouloud à la manière insouciante et joyeuse d'un gosse de dix ans, fait la chronique des événements petits ou grands qui le marquent personnellement ou qui agitent la ville : les petits potentats locaux prêtant main forte à l'armée française pour pressurer la population, les Français d'Algérie figés dans leur haine raciale ; la montée du patriotisme à l'approche de la guerre, plus tard, la chasse aux Juifs et le départ des Algériens pour les champs de bataille européens et les premières lettres annonçant les premiers "morts pour la France".

Cette dernière image d'une enfance qui prend fin, mais aussi d'un passé désormais révolu, est évoquée sur un registre souvent très idyllique mais sans nostalgie douteuse.

sélection télé

Samedi 29 novembre

FR3 14 h 55 TITUS ANDRONICUS : Drame de Shakespeare, en version originale sous-titrée.

TF1 20 h 35. Le parfait amour, téléfilm de Jean-Pierre Marchand : un marivaudage, mais avec de bons acteurs qui y jouent, Pierre Arditi et Danièle Lebrun, entre autres.

A2 22 h 25 : Les enfants du rock. Cette semaine le groupe Eurythmics. Pour une fois, une émission sur un sujet artistique est, aussi, drôle...

Dimanche 30 novembre

TF1 19 h 30. Spécial questions à domicile. C'est à Jacques Chirac qu'Anne Sinclair et Pierre Luc Séguillon, suivant la formule de leur émission, ont rendu visite à domicile... ici à Matignon. C'est sans doute cela qui vaut à l'émission son qualificatif de *"spécial"* car pour le reste ce sont les habituelles rengaines gouvernementales qui sont annoncés comme sujets : "le terrorisme, le redressement économique", et sans doute aussi en toile de fond, les querelles de la droite.

TF1 20 h 35. Une affaire d'hommes, film de Nicolas Ribowski (1981). Un policier à voir pour Claude Brasseur, Jean-Louis Trintignant, Jean Carmet, Elisabeth Huppert, qui figurent à la distribution.

FR3 20 h35 Les géants de la musique : *cycle Jean Sébastien Bach,* interprété par le Concentus Musicus de Vienne.

A2 22 h 05 Musiques au cœur : *Maria Malibran ou l'âme musicienne,* sera le sujet de cette soirée. Hélas c'est Eve Ruggieri qui va commenter la vie de cette cantatrice célébrée par Musset. On pourra quand même y écouter des airs du répertoire de La Malibran, interprétés par des cantatrices d'aujourd'hui.

FR3 22 h 30 : Le prince étudiant, un film muet de 1927, interprété par Ramon Novarro et dirigé par Lubitsch.

Lundi 1er décembre

TF1 20 h 35. Les visiteurs du soir, un film réalisé par Marcel Carné, avec un scénario et des dialogues de Prévert, une musique de Joseph Kosma, avec Arletty, Jules Berry etc... C'est un film de ciné-club qui repasse régulièrement. Marcel Carné et Jacques Prévert, tournant sous le régime de Vichy, avaient eu recours à un sujet médiéval qui ne pouvait choquer personne...

A2 22 h 15. Adoption privée : *L'autre choix,* ou celui que font des femmes qui, ne voulant pas avorter, "donnent" leur enfant à un couple stérile. Tout cela se fait en Californie, bien entendu moyennant finances, et sous l'égide d'un avocat pour que rien ne soit juridiquement contestable. C'est vraiment *"Le Meilleur des Mondes"*, et pas seulement selon l'opinion des protagonistes...

FR3 20 h 35. Un homme qui me plaît, film de Claude Lelouch, de 1969. Ce n'est pas un de ses meilleurs films, mais il est interprété par Belmondo et Annie Girardot. Pour les admirateurs, donc...

Mardi 2 décembre

A2 20 h 35. Qu'elle était verte ma vallée, un bon film de John Ford (1941), d'après un roman de Richard Llewellyn, qui se déroule au temps de la révolution industrielle au Pays de Galles.

A2 22 h 35. Du coup de grisou à Tchernobyl, *le prix de l'énergie,* débat qui suivra le film. Animé par des directeurs d'EDF, des Houillères, des scientifiques, et quand même un écologiste. Le débat retiendra-t-il autant l'attention que le sujet auquel il est consacré ?

Mercredi 3 décembre

A2 13 h 50. Chaplin inconnu : Série de trois émissions sur Chaplin en train de réaliser ses premiers films.

A2 20 h 35. L'heure de vérité, consacrée à Michel Rocard. En avant-première des présidentielles, un numéro de plus d'un des prétendants.

Vendredi 5 décembre.

A2 21 h 25. Apostrophes. Emission de Bernard Pivot qui sera consacrée cette fois à la cohabitation, et vu le choix des auteurs, apparemment plutôt à ceux qui la critiquent. Y seront invités, côté PS Thierry Pfister, côté PC Claude Lecomte, côté Barre Henri Amouroux, et Yves Lacoste, géographe.

A2 22 h 50. Wanda, film de Barbara Loden (1970), la dérive d'une ouvrière de Pennsylvanie divorcée et licenciée de son travail. La réalisatrice a voulu montrer l'Amérique des pauvres et des chômeurs...

"Qu'elle était verte ma vallée". Mardi 2 décembre. A2. 20 h 35.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
14 Juillet Parnasse 6e (VO).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Vienne 1945, sous l'occupation alliée, après la défaite de l'Allemagne. Les hommes qui espéraient voir sortir de la guerre un monde meilleur doivent déchanter devant la réalité : la société autrichienne reste marquée par le nazisme et l'antisémitisme, l'armée russe n'a plus de "communiste" que le nom...
St. Germain Studio 5e (VO), Elysée Lincoln 8e (VO), 7 Parnassiens 14e (VO).

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Gaumont les Halles 1er (VO), Hautefeuille 6e (VO), Georges V 8e (VO), Marignan 8e (VO), Français 9e, Galaxie 13e (VO), Montparnasse Pathé 14e, Gaumont Convention 15e, 14 juillet Beaugrenelle 15e (VO).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
de Stephen Frears.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui en crise, la "réussite" amère d'un jeune Pakistanais et d'un loubard.
Cinoches 6e (VO), 14 Juillet-Parnasse 6e (VO).

SUR LES QUAIS
d'Elia Kazan.

Un film qui dénonce la corruption réelle des syndicats américains dirigés par des gangsters, mais... au nom de la religion. Une image sombre d'une période difficile. Avec Marlon Brando.
3 Luxembourg 6e (VO).

AUTOUR DE MINUIT
de Bertrand Tavernier.

L'histoire émouvante d'un saxophoniste de jazz des années 1950. Pour faire aimer le jazz.
Gaumont Les Halles 1er, 14-Juillet Odéon 6e, Gaumont Ambassade 8e, Gaumont Parnasse 14e.

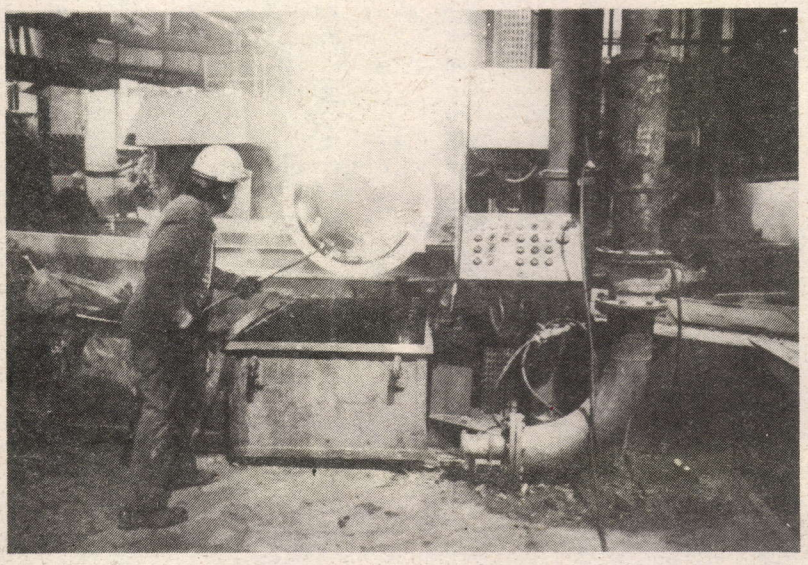
LE COUREUR
d'Amir Naderi.

Un témoignage sur un enfant en Iran ; la jeunesse sacrifiée d'un enfant du tiers-monde.
UTOPIA Champollion (VO) 5e, de 14 h à 20 h.

DÉNATIONALISATIONS

Le miracle bien préparé de Saint-Gobain

Nationalisé ou reprivatisé, Saint-Gobain fait toujours ses profits en exploitant les travailleurs



Dieu soit loué, Saint-Gobain a l'air de se vendre ! Balladur a dû en mettre un cierge de soulagement !

Le péché de la dénationalisation est en voie d'être racheté. Et le capital, lui, y a pêché, dans les deux opérations, de bons profits.

Ça avait commencé avec la gauche, qui avait en 1982 nationalisé Saint-Gobain. A l'époque, presque un canard boîteux. Comme par hasard, cette année-là, il y avait eu quatre fois moins de bénéfices que les précédentes. La crise de la construction, les prix élevés du pétrole : Saint-Gobain n'était plus la même poule aux œufs d'or qu'avant. N'empêche, l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, avait généreusement racheté les actions Saint-Gobain 30% de plus que leur cours de Bourse. Et puis la gauche et le PDG de Saint-Gobain, Fauroux, qui, lui, n'avait même pas été changé, se sont mis au travail. En cinq ans, près de 40.000 emplois supprimés. Les salariés ont travaillé davantage, on a fermé des usines un peu partout en France et à l'étranger, et aujourd'hui Saint-Gobain revoit ses bénéfices s'envoler : en trois ans, de 1982 à 1985, ils ont été multipliés par sept. Et cette année le magot devrait encore presque doubler !

Entre-temps sont revenus au gouvernement les libéraux qui veulent dénationaliser avant tout, pour faire plaisir à leur électorat. Parce que les capitalistes français, les gros qui ont revendu très cher à l'Etat leurs entreprises endettées, souvent coincées dans des branches industrielles qu'ils jugent trop difficiles, eux, ils ne tiennent pas tellement à les récupérer, ces entreprises. Ils préfèrent placer leur magot ailleurs. Ils l'ont déjà placé ailleurs, parfois. A moins bien sûr qu'on leur fasse vraiment un prix hors pair. Et encore ! Mais pour la galerie, pour satisfaire l'électorat auquel la droite a raconté que l'Etat ne sait rien faire, il fallait bien que le libéralisme montre de quoi il était capable. Alors, question promotion-vente, on n'a pas lésiné.

△▽△

Quand on nationalise, on paye les actions au prix fort. Quand on dénationalise, évidemment, l'Etat les vend au prix faible. A 310 F l'action, c'était apparemment très bon marché puisque, dès les premiers jours, des spéculateurs se revendaient déjà 340 F ces actions à la Bourse de Londres. L'Etat a donc fait cadeau d'un joli petit paquet en fixant le prix aussi bas. C'est ce qui s'appelle être libéral, sans doute !

Et pour éviter que, une fois la vente faite, les cours ne s'effondrent, ce qui aurait fait mauvais effet, on a annoncé la distribution d'actions gratuites à tous ceux qui garderont un bout de temps celles qu'ils ont achetées, plus diverses réductions supplémentaires aux salariés et anciens salariés du groupe, qui pourront même acheter des actions à tempérament…

Restait la vente elle-même. Pour aider à cette naissance du capitalisme populaire, *France-Soir* n'a pas hésité à surprendre ses lecteurs habituels en titrant à la Une sur les achats des actions Saint-Gobain par les Suisses (ou plus exactement par les comptes suisses, ces fameux comptes à numéros qui abritent de si gros chiffres). Une façon d'inciter à miser sur ce bon tuyau.

Finalement, du moins si l'on en croit le gouvernement et ses amis banquiers, les ventes seraient en bonne voie. A moins qu'on apprenne un de ces jours que ce sont les banquiers nationalisés qui ont rendu le service de racheter en sous-main, pour éviter un flop. Saint-Gobain, devenu le patron de la droite, aurait donc presque fait un miracle. Mais c'est le contribuable qui a dû verser le denier du culte.

Pierre VERNANT

CHÈQUES PAYANTS

Les banques volent leurs clients

L'annonce que certaines grandes banques d'abord, et les autres ensuite, vont faire payer pour les chèques qui seront émis provoque un tollé général. Tout le monde, ou presque, en France est client des banques. Parce que c'est commode, bien sûr, mais aussi parce que c'est obligatoire, puisque cela fait de nombreuses années que les salaires sont, conformément à la loi, virés sur des comptes bancaires ou postaux.

Les salariés n'ont donc pas le choix.

D'autre part, contrairement à ce qui se passe dans certains pays, les USA, la Suisse ou l'Allemagne de l'Ouest, ces comptes ne rapportent aucun intérêt aux particuliers. Mais en revanche ils sont, bien entendu, utilisés par les banquiers.

Ceux-ci se plaignent qu'il y a trop de "petits chèques" (pour 46 millions de comptes, il y a 4,5 milliards de chèques). Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est la contrepartie de l'argent prêté gratuitement aux banquiers par les clients. Seulement les banquiers ne veulent ni rémunérer l'argent qu'on leur verse, ni payer les frais pour les "petits chèques". Ils veulent tout avoir et rien dépenser.

Ils vont donc faire payer les chèques.

Les banques envisagent plusieurs procédés de paiement qui tourneraient autour de l'institution de frais de gestion de 20 à 30 F par trimestre, et d'une somme de l'ordre de 2 à 3 F pour chaque chèque émis, au-delà de quelques chèques que le client aurait le droit d'émettre chaque mois gratuitement. Ces petits ruisseaux feront de grosses rivières : cela pourrait rapporter entre 4 et 12 milliards de francs aux banquiers, ce qui est énorme, les bénéfices déclarés des banques ayant été de 8,2 milliards de francs en 1985.

Devant cet abus de pouvoir des banquiers, dix-huit organisations de consommateurs ont décidé de saisir la commission de la concurrence, qui interdit, en principe, les ententes illicites. Or il y a manifestement entente entre les banquiers, l'opération d'ailleurs ne pouvant se concevoir autrement. Il n'est pas du tout sûr que ladite commission donne satisfaction aux consommateurs.

Mais il y a peut-être plus gênant, pour les banquiers, c'est l'appel, par les organisations de consommateurs à utiliser contre les banques quelques mesures de rétorsion : faire les chèques sur des bouts de papier, ce qui est conforme à la loi, à condition d'y faire figurer l'ordre, la somme en chiffres et en lettres, le nom de l'établissement tiré et le nom du tireur. Cela n'est pas facile, car il reste ensuite à faire accepter ce pseudo-chèque à la personne que vous voulez payer. Autre proposition : rayer en bas du chèque, au crayon noir, le code informatique, ce qui empêche tout traitement informatique… Si tous les clients faisaient cela, cela signifierait que les banques devraient traiter tous les chèques à la main, de quoi embouteiller les services de traitement.

Pour ne pas faire concurrence aux banques, et pour avoir des rentrées supplémentaires, les PTT ont aussi prévu de facturer à leur tour dans quelques mois, d'une manière analogue, les chèques postaux. Ce qui fait que personne, à ce moment-là, ne pourra plus échapper à ce nouvel impôt. Car en définitive c'est bien de cela qu'il s'agit : un impôt un peu particulier, certes, mais qui revient à faire payer la population au profit des banques d'Etat, et plus tard des PTT.

André VICTOR

IMPÔTS LOCAUX

Une part pour les banques

Au 15 novembre il a fallu régler les impôts locaux. Et cette année la hausse a été en moyenne de 4,7% (plus dans certaines communes, évidemment).

Les impôts locaux sont peut-être ceux qui paraissent les moins inutiles : voirie, équipements scolaires, etc. Mais si les impôts locaux augmentent, et plus que le coût de la vie, c'est parce que les autres impôts, les impôts d'Etat, eux, servent à bien d'autres choses : subventions aux industriels, budget militaire… Si bien que les subventions de l'Etat aux collectivités locales diminuent.

Cela n'est d'ailleurs pas particulier à la France comme vient de le souligner une réunion récente, à Strasbourg, des maires des grandes villes européennes. Le président du comité financier de la ville de Leeds en Grande-Bretagne protestait contre la baisse des subventions d'Etat. L'échevin de Charleroi contre le plan d'assainissement, c'est-à-dire de réduction des dépenses, que lui imposait le gouvernement belge. Et le maire de Turin déplorait l'insuffisance des prêts consentis à des taux privilégiés pour les communes.

Car, en plus de la baisse des subventions d'Etat, les communes sont de plus en plus obligées d'emprunter aux banques au taux fort. C'est maintenant 70% des 65 milliards de francs empruntés par les communes qui sont empruntés au taux fort, la Caisse des Dépôts, qui jusque-là fournissait aux collectivités locales des prêts à taux privilégiés, en accordant de moins en moins.

Si bien que, pendant que l'Etat fait des canons avec l'argent de nos impôts, les banques font aussi leur beurre avec les crèches municipales et les jardins d'enfants.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995